Vol. 4 No. 29 • Du 2 février au 8 févri 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LAVALAS EXIGE LE RETOUR D'ARISTIDE!



Voir page 4

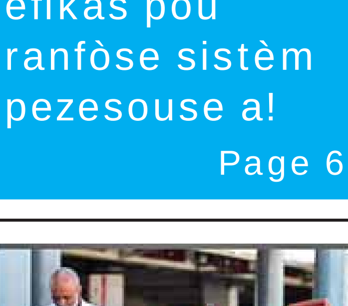
Le mercredi 26 janvier, devant les locaux de l'Ambassade des Etats-Unis, les manifestants brandissant des pancartes, des photos et de banderoles frappées à l'effigie de Jean Bertrand Aristide, ils ont vigoureusement réclamé le retour de l'ex-président et le départ des forces d'occupation, la MINUSTAH.

VISITE D'HILLARY EN HAÏTI



Voir page 4

Mme Clinton a atterri sur la piste de l'aéroport International Toussaint Louverture à bord d'un avion de la « United States of America » le dimanche 30 Janvier 2011, la Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a effectué cette visite à Port-au-Prince pour venir imposer aux autorités haïtiennes la volonté de son pays



Eleksyon-seleksyon, yon mwayen efikas pou ranfòse sistèm pezesouse a!

Page 6



7 février ou 14 mai 2011, Préval joue la prison ou l'exil

Page 7



Afrique du Sud : Dix-septième Festival mondial de la jeunesse !

Page 10



L'Egypte au bord du sang !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

La voie du déshonneur, de la honte et de l'échec!

Par Berthony Dupont

Que se passe t-il réellement en Haiti ? Toutes sortes d'interprétations ont été avancées pour essayer d'expliquer l'inexplicable. Certains ont même parlé d'une apparente normalisation des choses alors que tout le monde reste dans un attentisme ondoyant. Une observation récente illustre le malaise dans lequel se débat le pays : les retombées de la visite d'Hillary Clinton à propos de la dernière mascarade électorale. En effet, ou bien on ne parle que des résultats d'un Conseil Electoral qui ne mérite aucun respect voire qu'il pourrait jouir crédibilité, ou bien on se perd à se demander ce qui arrivera le 7 février. Même Préval à un certain moment ignorait son itinéraire pour les prochains mois, sauf qu'il attendait les décisions de la Communauté Internationale à son égard. C'est cette situation que vit Haiti aujourd'hui qui prouve que les destinées de la Nation ne sont plus entre les mains des fils du pays mais bien soumises aux caprices des administrations étrangères.

Au palmarès des fausses élections, sont venus s'ajouter d'autres indices d'inquiétude. Comment peut-on accepter comme normal qu'un ministre d'un pays étranger vienne et convoque à la résidence de son ambassadeur des chefs d'Etat potentiels d'un autre pays souverain ? Voilà qu'à la file indienne, comme des moutons de Panurge, ils s'y sont rendus, l'allure fière, pour rencontrer leur patron. Tel est le profil de ces tristes personnages que la Communauté Internationale veut imposer au poste clef de responsable de la première Magistrature de l'Etat haïtien pour être de simples exécutants d'une stratégie conçue, élaborée et mise au point par les forces occupantes. En réalité, c'est seulement après l'arrivée de Clinton au Palais National que Préval a pu se rendre compte qu'il était autorisé à rester au pouvoir effectivement jusqu'au mois de mai et il lui a alors été rappelé que c'était seulement à la condition qu'il fasse preuve de docilité.

Cette dégénérescence du caractère, a t-elle également atteint le peuple en général ? Car jusqu'à présent c'est seulement une poignée de gens qui arrive à gagner les rues pour demander l'annulation des élections-sélections de la Communauté internationale. Est-ce l'inexorable détérioration des conditions de vie de l'écrasante majorité des masses populaires haïtiennes et le traumatisme de la catastrophe du 12 janvier, qui ont conduit le peuple haïtien à accepter n'importe quoi, de n'importe qui? De là à nous poser cette question à savoir : qui dirige Haiti maintenant ?

Or que propose t-on aujourd'hui de nouveau au peuple haïtien, ce peuple qui a mené une lutte héroïque et dont les sacrifices ont été à la mesure de ses longues traditions anticolonialistes ? Quelle sorte d'issue lui suggère t-on après avoir subi une guerre de déstabilisations sans répit, menée par la plus puissante machine de guerre moderne de l'histoire ? Quelle sorte de paix nous offre t-on avec le retour de Duvalier maquillé d'un simulacre de justice qui n'aura jamais lieu à l'instar de l'assassin patenté Louis Jodel Chamblain du FRAPH circulant librement après le massacre de tant d'innocents?

L'étrange anachronisme de la situation tient du fait que cette pagaille électorale met à nu cette sorte de remontée du colonialisme et de l'obscurantisme que connaît aujourd'hui le pays. On n'en est pas surpris et on en veut pour preuve cette odieuse mascarade électorale présidentielle orchestrée par les pays impérialistes, notamment les États-Unis, la France et le Canada rejoints par le sous-impérialisme brésilien. A l'heure actuelle, ils s'érigent comme seuls protagonistes capables de remédier à la situation d'Haiti. Mais leurs procédés ne constituent guère une solution à la crise qui secoue l'ensemble de la société haïtienne qui a tout l'air d'un navire en perdition.

L'avenir du régime à venir est menacé à terme car elle sera fondamentalement incapable de prendre en charge la barque nationale, bien que les objectifs du plan américain soient parfaitement clairs et forts. A ce compte, les secteurs encore lucides du peuple doivent bien se structurer, bien s'organiser afin d'empêcher la réalisation de ce troublant scénario entourant la perfide manœuvre électorale, pour que le navire ne sombre ou ne se disloque. N'allons surtout pas nous laisser amuser ou dorloter par cette question de remise de passeport à Aristide !

L'heure est à la mobilisation totale, capitale, pour s'affranchir de l'emprise des puissances colonialistes et impérialistes !

Gressier : FHAH lance des travaux de construction d'une école



La FHAH lance des travaux de construction d'une école et d'un hôpital à Gressier, au micro le président de la FHAH Mr Jean Claude Valdemar

Ce samedi 29 janvier 2011 l'Association Franco Haïtienne et Amis d'Haïti (FHAH) à travers des démarches entreprises auprès du gouvernement français par le président de l'association, M. Jean Claude Valdemar a pu obtenir des financements pour construire une école primaire et secondaire dans la localité Laferronnay, commune de Gressier. Il faut noter aussi dans cette même commune la FHAH va construire un hôpital à Santo. Le président Valdemar qui prenait la parole au cours du lancement des travaux remercie la mairie de Gressier qui a mis à leur disposition deux terrains pour la réalisation de ces projets. En cette même occasion, il a critiqué certaines ONG qui ont profité du malheur et de la situation chaotique que traverse le pays après le séisme du 12 janvier 2010 pour s'enrichir en déshumanisant les Haïtiens. Il a même parlé des pays Blancs qui se croient être sauveurs, alors qu'ils ne sont que des vrais exploiteurs.

Alors nous pouvons participer à la construction de ce pays nous mêmes avec la volonté, sans avoir besoin d'occuper un poste politique. Au cours de la cérémonie de lancement, le coordonnateur général de FHAH M. Pierre Audain Jeune, les autorités locales, le maire adjoint de Gressier Paul Jean Michelet, des membres de l'association des jeunes de Laferronnay et de Santo n'ont pas caché leur contentement, face au démarrage de ces projets dans la communauté.

Quant à l'ex-député Polly Faustin de la circonscription de Fond des Nègres/ Miragoâne, il a salué cette réalisation de FHAH à Fond des Blancs, tout en souhaitant que chaque Haïtien apporte son soutien d'une façon ou d'une autre à la reconstruction du pays qui est le nôtre. Ces travaux qui dureront environ six mois devraient être prêts en septembre prochain à la rentrée de l'année académique 2011/2012. Cet établissement scolaire aura la capacité de recevoir un millier d'élèves.

Yves Pierre-Louis

Des policiers pris en chasse par les bandits à Port-au-Prince

Par Jackson Rateau

Dans la soirée du jeudi 27 janvier dernier, au Boulevard Harry Truman, centre ville de Port-Au- Prince, Titi Louis agent I et Johnny Jean Louis agent II, deux policiers de la PNH appartenant au sous-commissariat de la Cité de l'Exposition, ont été criblés de balles par des bandits armés circulant à pieds. Les deux policiers qui ont rendu l'âme sur place revenaient de leur poste où ils étaient affectés. Deux autres personnes qui les accompagnaient à bord d'un véhicule de patrouille, ont été eux aussi grièvement blessées ; il s'agit de Marie Judith Charles, agent III qui a reçu 3 balles et Ralph Mathurin, un civil.

D'un autre côté, le matin du vendredi 28 janvier dernier, sur la route des Frères, Pétion-Ville, un autre agent policier, Jean Pierre Louis, a été attaqué par un évadé de prison répondant au nom de Makenson Duval. L'individu, traqué dans un point de contrôle, qui a refusé d'obtempérer à l'agent, a finalement tiré sur ce dernier. Il a été quand même appréhendé par un autre agent policier, Jean Pierre Claude, qui lui aussi est atteint d'une balle au bras.



Un policier atteint par balle le 28 janvier est transporté vers un autre centre hospitalier. (Photo:Watson Joseph/AH/28 janvier 2011)

Par ailleurs, dans la nuit du dimanche 30 janvier 2011, à Carrefour Claircine, Tabarre, un agent policier, Jimmy Valery et son frère Mario Valery, ont été abattus par des voyous armés. Les deux frères ont été attaqués, alors qu'ils étaient en route, en voiture, pour se rendre à leur domicile qui se trouve non loin d'un camp d'hébergement à Claircine. Les bandits ont eu le temps de s'enfuir après leur forfait.

Ce même dimanche soir, à Santo 11, Plaine du Cul de Sac, Wesbert Pierre, commissaire principal de police affecté à l'Inspection Générale de la PNH, et ex responsable de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP), a été agressé par des individus, circulant dans un véhicule sans plaque. Le commissaire de police, accompagné de sa famille, qui revenait d'une cérémonie religieuse, a été contraint par les bandits à se coucher à terre, tandis que d'autres fouillaient sa voiture et les occupants qui ont été tous dépouillés. Les bandits, après avoir saisi l'arme du commissaire ont tiré sur ce dernier qui a été atteint de 3 projectiles. Puis, ils ont pris leurs jambes à leur cou.

Selon les témoignages de sa femme, la vie du commissaire n'est pas en danger.

Les lavalassiens exigent le retour d'Aristide



Sit-in de la Commission Permanente de Mobilisation de Fanmi Lavalas, le mercredi 26 janvier, devant les locaux de l'Ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince, pour exiger le retour physique et sans conditions, de Jean Bertrand Aristide

Par Yves Pierre-Louis

Des centaines de militants lavalassiens ont participé à un sit-in organisé par la Commission Permanente de Mobilisation de Fanmi Lavalas, le mercredi 26 janvier dernier, devant les locaux de l'Ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince, pour exiger le retour physique et sans conditions, dans son pays, de leur leader, docteur Jean Bertrand Aristide. Durant plus de deux (2) heures de temps, les manifestants ont bloqué le boulevard 15 Octobre, traversant le devant de l'Ambassade pour manifester leur colère, leur indignation, leur mécontentement de la façon dont les Etats-Unis ont violé le droit d'un citoyen haïtien et leur ingérence dans les affaires internes d'Haïti. Brandissant des pancartes, des photos et de banderoles frappées à l'effigie de Jean Bertrand Aristide, les manifestants ont vigoureusement réclamé le retour du docteur Jean Bertrand Aristide et le départ des forces d'occupation, la MINUSTAH. Les manifestants ont fustigé l'Administration d'Obama dans le dossier du retour d'Aristide, forcé d'être en exil en Afrique du Sud depuis le 29 février 2004.

Durant tout le moment de protestation, les lavalassiens ont scandé à plusieurs reprises : *« Pou Aristide sa a, pou Aristide sa a nou pral nan simityè. Bondye si Aristide te la nou pa t ap anba tant, si Aristide te la timoun yo ta pral lekòl. Préval trayi pèp la, Préval bloke paspò Aristide . »* Sur les murs séparateurs devant l'Ambassade, on a écrit : *« Viv retou Aristide, Aba Minustah, Aba René Préval, Fok Aristide tounen. »* Nous voulons le retour du président Aristide » a déclaré les manifestants.

Le porte-parole de la Commission, Ansyto Félix, qui coordonne la mobilisation, a précisé que l'année 2011 sera décisive pour Fanmi Lavalas dans la poursuite de ses revendications qui ne sont autres que : *« Le retour du président Aristide, l'annulation de la mascarade du 28 Novembre 2010, le départ de René Préval le 7 février, l'installation d'un nouveau gouvernement, de nouvelles élections inclusives et l'application de l'article 149 de la constitution haïtienne. »*

La coordonnatrice du Comité exécutif de Fanmi Lavalas, Maryse Narcisse, quant à elle, a dénoncé l'ingérence de la communauté internationale dans les affaires politiques haïtiennes. *« Si la communauté internationale est la clé de l'exclusion, Fanmi Lavalas possède les moyens de mettre un terme à cette exclusion. Nous resterons mobilisés en vue d'obtenir le retour du président Aristide dans son pays. Ce sit-in est une première activité pour mettre fin à l'exclusion encouragée par la communauté internationale. »* a-t-elle averti. Les militants de Fanmi Lavalas se sont dits déterminés à poursuivre la bataille pour le retour de leur leader charismatique. La mobilisation va se poursuivre sous toutes les formes : Sit-in, conférence de presse, manifestation, pétition pour forcer les autorités haïtiennes à respecter la constitution et les lois de la République.

Selon Wikileaks, les Etats-Unis ont imposé une force d'occupation étrangère, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) après le coup d'Etat/ kidnapping du 29 février 2004, pour maintenir l'ancien président d'Haïti, Jean Bertrand Aristide en exil en Afrique du Sud. Est-ce vrai que le retour du docteur Jean Bertrand Aristide viendra déstabiliser le pays ? Alors qu'en absence du président Aristide depuis environs 7 années, le pays n'a jamais cessé de gémir sous le poids d'une déstabilisation chronique quand aujourd'hui il l'est encore avec l'épidémie de choléra apportée par les soldats de l'ONU, sans oublier la crise électorale qui n'en finit plus.

La présence des soldats de l'ONU constitue, elle-même, une forme de déstabilisation, de menace et un scandale contre la dignité du peuple haïtien. De plus, selon le journal britannique « The Guardian », l'ex-président haïtien, Jean Bertrand Aristide a toujours renouvelé sa volonté manifeste de revenir dans son pays et les partisans ont toujours revendiqué le retour de leur leader en Haïti. Dans toutes les rencontres internationales, les officiels étasuniens ont toujours manifesté leur volonté de ne pas évoquer la question du retour de Jean Bertrand Aristide en Haïti. En Juin 2005, lors d'une rencontre entre l'ambassadeur des Etats-Unis, John Danilovich et le ministre brésilien des affaires étrangères à l'époque, Marco Aurelio Garcia, le représentant des Etats-Unis a déclaré : *« L'ambassadeur et le conseiller politique des (Etats-Unis) ont continué d'insister sur le fait que tous les efforts doivent être déployés pour empêcher le retour d'Aristide en Haïti ou l'influence de ce dernier sur le processus politique »*

Lors de cette rencontre, les officiels Etasuniens ont évoqué l'appel lancé par la secrétaire d'Etat Etats-Unis d'alors, Condoleezza Rice en vue de renforcer l'action de la Minustah. Et, c'est dans cette optique que les Etats-Unis ont envisagé

Suite à la page (18)

Visite d'Hillary Clinton en Haïti



« Tèt Kole òganizasyon Popilè yo » a accueilli Hillary Clinton à l'aéroport avec des pancartes en mains, dénonçant ainsi l'ingérence des Etats-Unis



Préval reçevant les ordres de Mme Clinton



Le candidat Michel Martelly et Hillary Clinton
(Photo: Francis Concite) Le Nouvelliste



Hillary Clinton et Mirlande Manigat *(Photo: Francis Concite) Le Nouvelliste*



Hillary Clinton et Jude Célestin (Photo: Francis Concite)Le Nouvelliste

Par Yves Pierre-Louis

Le dimanche 30 Janvier 2011, la Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a effectué une visite à Port-au-Prince pour venir imposer aux autorités haïtiennes la volonté de son pays dans la probable résolution de la crise électorale qui ronge Haïti depuis plus de deux mois. Mme Clinton a atterri sur la piste de l'aéroport International Toussaint Louverture à bord d'un avion de la « United States of America » aux environs de 1 heure de l'après-midi et a été accueillie par l'ambassadeur de son pays en Haïti, Kenneth Merten.

Au cours de sa visite, elle a rencontré différents acteurs impliqués dans la crise politique entre autres : le président René Préval dont le mandat arrivera à terme le 7 février prochain, les 3 candidats qui se disputent le second tour de la mascarade du 28 Novembre 2010, le représentant des forces d'occupation de l'ONU en Haïti, Edmond Mulet qui ne dissimule pas son ingérence dans les affaires politiques d'Haïti.

La visite de la Secrétaire d'Etat n'a d'autre objectif que de venir dicter les ordres de Washington aux autorités haïtiennes, qui n'ont jamais défendu les intérêts supérieurs de la Nation léguée par nos ancêtres. *« Nous voulons voir l'application des recommandations de l'OEA »* a déclaré clairement Hillary Clinton. Elle a ajouté pour dire de façon diplomatique : *« Nous voulons aider le peuple haïtien. Une des façons dont nous voulons l'aider est de s'assurer que son choix politique soit respecté »* a-t-elle déclaré dans sa prise de parole.

Certains se demandent depuis quand les Etats-Unis veulent-ils respecter la volonté du peuple haïtien clairement exprimé ? Rappelons pour l'histoire qu'en 2000, le peuple haïtien avait fait son choix politique. 4 ans plus tard, en 2004, les Etats-Unis fomentaient un coup d'Etat pour renverser le président Jean Bertrand Aristide, démocratiquement élu par une grande majorité du peuple haïtien. Alors aujourd'hui, 7 ans après, on veut faire comprendre au peuple haïtien que sa volonté doit être respectée, au moment même que Washington impose un candidat de son propre choix.

Le peuple haïtien l'a compris très bien et c'est dans cet d'ordre d'idées qu'un groupe de militants du regroupement des organisations populaires dénommé : « *Tèt Kole òganizasyon Popilè yo* » a accueilli Hillary Clinton à l'aéroport avec des pancartes en mains, dénonçant ainsi l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires politiques du pays, de même que dans l'occupation et la mise sous tutelle orchestrées par Washington. Les protestataires rejettent d'un revers de main l'ingérence des Etats-Unis et exigent l'annulation de la mascarade du 28 Novembre 2010 qualifiée de sélection. Les manifestants réclament une solution propre à l'Haïtien, libérée de tout diktat de l'étranger. Sur les pancartes on lisait: « *Secretary Clinton, Sham (S) elections ≠ democracy. Sham Election = One more disaster. Only New elections = fair elections. Haiti wants free and fair elections*». En face de la barrière de sortie de l'aéroport, des pneus enflammés ont été allumés rapidement par des protestataires, tout en criant haut et fort : « Abas Ingérence ! Abas OEA ! Abas ONU ! A bas Minustah ! A bas Edmond Mulet ! A bas René Préval ! » Les manifestants ont également exigé le départ de René Préval à la tête du pays le 7 février 2011 et le retour de Jean Bertrand Aristide le plus tôt possible.

Concernant le départ de René Préval le 7 février 2011, Hillary Clinton a plaidé en faveur du respect de la constitution haïtienne de 1987 : « *C'est un des problèmes que nous devons aborder. La constitution haïtienne exige le 7 février pour le départ du chef de l'Etat.* » Toutefois elle a fait savoir que le respect de cette date dépend du peuple haïtien et des autorités. Quelques jours avant la visite brève du chef de la diplomatie des Etats-Unis, en Haïti, plusieurs secteurs dans la vie politique haïtienne, opposés au régime de Préval ont fixé leur position dans une déclaration commune, tout en réaffirmant que la crise politique actuelle a largement menacé de fragiliser les acquis républicains et démocratiques.

Les quatre plateformes politiques, le groupe des 12, des sénateurs de l'« opposition», des organisations sociopolitiques des syndicats, des organisations populaires qui réclament le départ de René Préval le 7 février, le renvoi du CEP, l'annulation des élections/sélections du 28 Novembre dernier, l'application de l'article 149 de la constitution et l'installation d'un gouvernement de transition, ont lancé un appel patriotique intitulé « Pour la sauvegarde de la dignité nationale et de la démocratie » . Dans cet appel, les signataires ont écrit : « *Pour contrecarrer les demandes légitimes d'annulation des élections contestées et faire passer la recommandation illégale de l'OEA, des membres de la communauté internationale ont choisi de s'immiscer davantage dans les affaires internes de la république avec la complicité agissante du Chef de l'Etat. Fort de cette aggravation de la crise qui a déjà dépassé la dimension d'une crise purement électorale au point de fragiliser les acquis républicains et démocratiques, nous avons pour devoir de rappeler que :*

- Le CEP s'est disqualifié en tant qu'institution indépendante. Il doit tirer la révérence ; ses décisions n'ont désormais aucune valeur juridique.
- Les candidats qui accepteraient de participer à ce soi-disant second tour, entaché de violations constitutionnelles graves, ne feront que renforcer la position anti-nationale du Président Préval
- Tout gouvernement issu de ce soi-disant second tour pourra être considéré comme des suppôts de la communauté internationale ;
- Le Président Préval et son gouvernement doivent partir immanquablement le 7 février 2011.

En conséquence, un gouvernement de transition sera mis en place pour aborder le projet de sauvegarde de la dignité nationale et celui de la reconstruction nationale ».

Les membres du Conseil Electoral provisoire (CEP) veulent poursuivre avec le processus boiteux de sélection sous la direction des représentants de la communauté internationale. Ils se préparent à publier les résultats définitifs des « élections » le 2 février, après les rapports au Tribunal électoral et du Bureau du contentieux électoral national. (BCEN).

M. Préval, nous avons faim du mot de la fin

Par Fanfan La Tulipe

Que doit-il se passer ces jours-ci dans le *kokolo* de la tête de Préval. Il doit avoir réalisé, j'espère, que le pouvoir n'est pas forcément une fin en soi. L'adage dit: qui veut la fin prend les moyens, assurément Ti René n'a pas pris les vrais moyens pour s'assurer de façon non équivoque la fin qu'il se proposait, soit l'élection au premier ou au deuxième tour de son poulain Jude Célestin. Le mec pourrait avoir quelques fins secrètes, mais l'ambassadeur américain semble lui avoir donné une fin de non-recevoir. Préval n'a pas mené son affaire à bonne fin. A le regarder évoluer, on a l'impression qu'il est en fin de match, on sent une fin d'époque, une fin de ses vains espoirs, une fin de ses *tenten*, bref une fin du *sendenden*.

Le monde bouge un peu partout. Il peut même bouger jusqu'à créer un séisme, pas nécessairement géologique. Ce peut être un tremblement de terre politique comme cela vient d'arriver en Tunisie. Le président **Zine El Abidine Ben** Ali et sa femme Leïla, version maghrébine de la *chat mimi miaw* Michelle Bennett Duvalier, taillaient leur banda dans les allées du trésor tunisien en s'emplissant les poches sans crier gare. Sans retenue aucune, en famille, ils avaient le groin à même l'écuelle, sans même jamais se soucier de se nettoyer un peu. Et plus ça leur tombait des babines, moins ils se pourléchaient le mufle. C'était la course à se remplir le jabot, sans regarder derrière. Sacrés cochons !

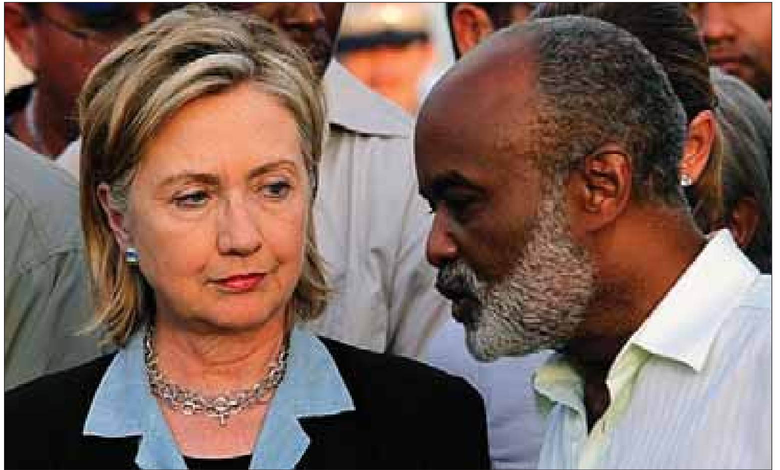
Ali pour sa part, n'était pas mince quand il s'agissait de réprimer, d'emprisonner et de faire torturer les opposants ou tout autre Tunisien perçu comme tel. La torture était devenue quasi systématique en Tunisie, dans les prisons et les commissariats, pour les détenus de droit commun comme pour les politiques. «*Elle est destinée à humilier et à diffuser la peur. C'est un mode de contrôle de la société*», déclarait un chercheur du CNRS (Centre national de la recherche scientifique). C'est d'ailleurs la même motivation pour tous les satrapes obsédés par leur pouvoir et surtout par la hantise de le perdre. La Ligue française des droits de l'homme et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ont souligné les difficultés de lutter contre la torture en Tunisie. «*C'est un système verrouillé. Il n'y a rien qui aide à combattre ce fléau. Les médias sont verrouillés, les juges sous tutelle*», a déclaré Silhem Bensedrine, porte-parole en Autriche du Conseil des libertés, une ONG tunisienne.

La France, les Etats-Unis, l'Europe ne voyaient que par les yeux pervers d'Ali, ne palpaient la réalité sociale tunisienne qu'avec les mains ensanglantées d'Ali, ne respiraient que par les poumons gonflés d'air de haine de classe d'Ali, et ne vivaient la tragédie quotidienne des Tunisiens qu'au rythme du cœur scélérat d'Ali. Les rapports *kòkòt* et figaro entre les Etats-Unis et la Tunisie existent depuis bien longtemps et sont évidents lors d'exercices militaires conjoints, réguliers. Par ailleurs, la commission militaire mixte américano-tunisienne se réunit annuellement pour discuter notamment de la coopération militaire et du programme de modernisation de la défense tunisienne. Défense contre la population, assurément, puisqu'il n' y a vraiment rien à craindre du côté des voisins limitrophes. Et tant qu'il y aura du fric à gagner avec chaque commande d'armes, il faudra sûrement penser à la défense tunisienne.

Le train de la compagnie McDonald avait dit bien plus qu'Ali, pourtant au terminus il a dû s'arrêter. Alors, le peuple tunisien qui avait trouvé que son président en avait trop fait décida de donner un coup d'arrêt à la course échevelée *banm janm pran kann* d'Ali, course à l'argent, au luxe et au lucre. Les Tunisiens avaient faim du mot de la fin du régime. Prenant les tuteurs du despote de court ils gagnèrent les rues en masse, et chassèrent Ali qui s'enfuit comme un voleur, vers une destination politiquement peu reluisante, la France n'ayant pas voulu accueillir ce cadeau encombrant et putride.

Les Egyptiens qui suivaient la situation de près et qui eux aussi en avaient ras-le-bol avec le raïs Hosni Moubarak eurent des idées qu'ils se hâtèrent de concrétiser en occupant par dizaines de milliers les rues de la capitale, d'Alexandrie et d'autres villes importantes. Encore une fois les maîtres de la queue des tyrans au Moyen-Orient ou ailleurs furent saisis par l'éruption volcanique populaire. Eux qui croyaient avoir maîtrisé l'échiquier politique égyptien à coups de milliards octroyés à Hosni pour tenir le Hezbollah et le Fatah à bonne distance, commencèrent à trembler dans leurs culottes, ne sachant quelle formule mielleuse et hypocrite emprunter pour dire la vérité à moitié.

Ainsi, on a entendu Obama faire des déclarations mi-figue, miraisin, affirmant d'emblée que le président Hosni Moubarak jouait un rôle «*très utile sur un éventail de questions difficiles au Proche-Orient*». Puis il a ajouté :«*Mais je lui* [Moubarak] *ai toujours dit qu'il était absolument crucial, pour le bien à long terme de l'Égypte, de veiller à progresser sur la voie des réformes - des réformes politiques et économiques. On voit ces frustrations contenues se manifester dans les rues Je veux appeler très clairement les autorités égyptiennes à s'abstenir d'utiliser la violence contre les manifestants pacifiques. Le peuple égyptien a des droits qui sont universels. Cela inclut le droit de se réunir pacifiquement, le droit à la liberté d'expression et à la possibilité de choisir son propre destin, cela relève des droits de l'Homme.*» Tout à coup, Obama a cru bon de rappeler au raïs qu'il devait «créer des emplois», lever un couvre-feu qui dure depuis 1981, et patati et patata, et patiti et patoto.



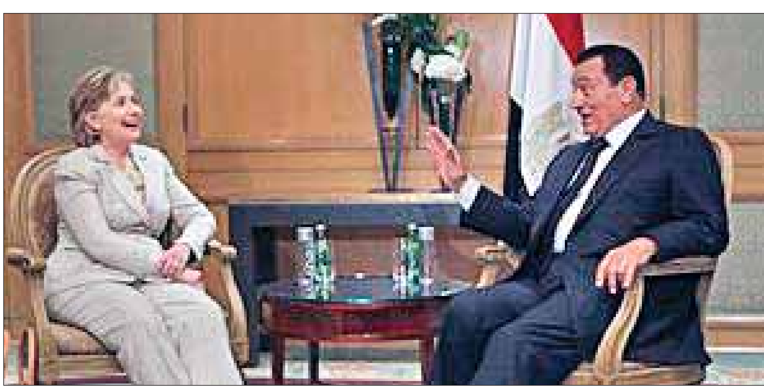
Hillary Clinton et René Préval... que doit-il se passer ces jours-ci dans le kokolo de la tête de Préval ?



Ben Ali et sa femme Leïla



Mubarak et Obama



Hillary et Hosni

Les gouvernements occidentaux découvrent alors soudainement l'extrême précarité des conditions d'existence des masses égyptiennes, l'absence de liberté, la politique du gros poignet du régime, la carence de débouchés pour les jeunes, le chômage, les droits individuels, politiques et d'expression du citoyen bafoués, l'omniprésence et l'omnipuissance des *moukhabarat* (la police secrète), les arrestations arbitraires, les violences carcérales, les tortures, les exécutions. Alors, prestement, ils réclament plus de liberté et de réformes économiques, politiques et sociales visant à améliorer le bien-être de la population égyptienne. Ha !Ha !Ha ! Ah les Egyptiens ! Si vous saviez *Konnen nou pa konnen jan loksidan renmen nou*. Applaudissez l'Occident, il est de votre côté *tèt kale*. Nous autres Haïtiens, nous en savons long: les Occidentaux sont de vrais amis. Ne ratez pas le train de leur empressement à voler à votre secours. Tenez fort, ne lâchez pas.

Surpris par l'ampleur des manifestations hostiles à son régime, Moubarak décide de limoger le gouvernement, mais ne démissionne pas. La queue du macaque tient raide. Les manifestants jugent cette décision insuffisante, déclarant que des élections équitables devraient être mises en place. Le lendemain de l'annonce de la démission de son gouvernement, Hosni désigne le général Ahmed Chafic, chef d'état-major de l'armée de l'air, au poste de premier ministre et nomme Omar Souleiman, chef des services de renseignements, premier vice-président d'Egypte. Les manifestants redoublent de présence, *tèktègèdèk* ils réclament le départ du tyran si ce n'est sa tête. Ils ont faim du mot de la fin. *Leve pye w*, Hosni.

Un autre qui fait l'intéressant et se croit plus malin que le Blanc, une grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf états-unien est bien René Préval, le sphinx barbu de la Marmelade. Depuis le 28 novembre, il tient le pays en haleine. Il est difficile sinon impossible de savoir quelle potion amère, quelle *lòk* il prépare à la population. Entre temps, la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton, malgré ses tourments, d'abord ali-tunisiens, ensuite hosni-égyptiens, a cru nécessaire de faire une visite de moins de 24 heures (Madame a-t-elle peur du choléra ?) à Port-au-Prince où elle a rencontré «les trois mousquetaires» en attente d'un résultat «définitif» (post-OEA) du premier tour. Assurément, elle a aussi rencontré «l'homme de qui l'on craint», René Préval.

Hillary lui a-t-elle donné quelques *zoklo* pour lui rappeler sa tchoulitude, sa condition de *tchoul* de l'impérialisme ? Lui a-t-elle arraché quelques mèches de sa barbe ? Lui a-t-elle rappelé qu'il est devenu un vieux torchon après qu'on s'est servi de lui comme un bon nègre de service ? Lui a-t-elle enjoint de déguerpir le 7 février sous peine de se faire embarquer selon les bonnes habitudes de Washington ? Lui a-t-elle ordonné de nommer le président de la Cour de Cassation qui devra lui succéder le 7 février ? Toutes les questions sont permises. Mais nous savons que les politichiens sont par nature des comédiens toujours prêts à concocter n'importe quelle *bouyivide*. Alors il n'est pas impossible que Hillary soit venue non pas précisément dans le cadre de l'imbroglio électoral, mais plutôt pour assurer Préval que quelle que soit la madigrature en concoctance, le Département d'Etat donnera sa bénédiction au *lamayòt* qui sortira de la boîte madigrate du CEP. *Ala kote ou tande* !

Entre-temps, Préval est muet. Ce n'est pas étonnant car d'habitude il y a toujours un chat pour lui voler sa langue. Au moment d'écrire cet article qui paraît justement le mercredi 2 février, date à laquelle le CEP doit donner les résultats du premier tour, personne ne sait exactement ce que compte faire le sphinx de la Marmelade. Et Préval, *vye we*, vieux rat, vieux macaque du zoo politicien, semble prendre plaisir à entretenir ce suspense qui fait courir comme des fourmis folles les «opposants», les candidats en mal d'annulation des élections, les «douze apôtres» du refus, la dame *devan-li-devannèt*, les «stratèges» électoraux, les caméléons en attente de «transition» pour savoir où se positionner, chaque fourmi accouchant de sa petite folie. *Tot formicae, quot dementiae*, autant de fourmis, autant de folies.

M. Préval, ça suffit ! Votre petit jeu de *kachkach luben* a assez duré comme ça. En vérité, nous avons faim du mot de la fin.

Eleksyon-seleksyon, yon mwayen efikas pou ranfòse sistèm pezesouse a!

1.1 Yon deblozay byen prepare.

Apre katastwòf 12 janvye a, ren popilasyon an kase; detrès moman an fè li vin pi demobilize. Sektè pwogresis la ki te deja andifikilte, vin pi afebli; kominote entènasyonal la ak pouvwa anplas la pwofite sikontans lan pou enpoze nasyon an plan rekonstriksyon pèpè a ak lwa leta dijans selera a. Se rezon sa a tou ki pral fè, malgre pa t genyen kondisyon pou òganize eleksyon serye, gwo peyi enperyalis yo, Etazini antèt, atravè MINISTA ak OEA, pral ensiste pou òganize yon eleksyon bouyivide. Men se te byen konte mal kalkile.

Se nan kontèks sa a eleksyon-seleksyon 28 novanm yo debouche sou yon deblozay akòz chire pit ki genyen ant divès klan nan oligachi lokal la ak mafya nasyonal kou entènasyonal la pou kontwòl pouvwa politik la. Dèyè chak kandida prezidan yo gen yon klan nan oligachi a ak yon gwoup mafya.

Mirlande Manigat genyen klan Boulos la ak Senatè Youri Latortue, gwo dilè dwòg epi yon zèl divalyeris ki sou kontwòl Virginie St Pierre, ansyen minis afè sosyal sou Prosper Avril k ap sipòte l.

Jude Celestin gen sou bò pa l yon bon pati nan oligachi a ki sou kontwòl klan UNIBANK lan, yon zèl nan divalyeris yo ak Rony Gilot, plis rezo dwòg dilè ki sou kontwòl Senatè Lambert ak Dimitri Vorbe.

Michel Martelly gen eta majò ki te finanse ak fè koudeta 30 sektanm 1991 lan -Brandt, Mevs, fanmi Mayard-Paul ak Prosper Avril, Michel François, Biambi ak gwoup arab ninja yo. Se dènye ekip sa a, apre piblikasyon rezilta premye tou eleksyon-seleksyon yo, ki pran kontwòl lari a atravè rezo distribisyon dwòg yo ak sipò yon pati nan kò mafya lokal la. Kidonk nan mobilizasyon ki fèt apre piblikasyon rezilta yo, yo rive manipile yon pakèt jèn nan katye popilè yo, men se pa ni kòz ni enterè pèp la ki t ap defann.

1.2 Eleksyon te kowosòl pou fè pèp la dodomeya.

Mobilizasyon manch long pèp la nan ane 1985-1986 yo te fòse peyi enperyalis yo ak oligachi lokal la lage pouvwa Duvalier yo, men fòk yo te jwenn yon mwayen pou kase mobilizasyon sa a epi antre mas popilè yo nan yon woutin eleksyon te kowosòl jan sa fèt nan plizyè peyi. Oligachi a ak gwo peyi enperyalis yo bay tèt yo mwayen tou pou kraze pwosesis elektoral yo lè mas popilè yo òganize yo pou kontwole yo. Sonje masak oligachi ak kèk nan gwo peyi enperyalis yo deside fè sou pèp la nan eleksyon 29 novanm 1987 yo atravè lame Ayiti ak eskadwon lanmò ki te pote non “san manman”. Koudeta lame an Ayiti te fè 30 sektanm 1991 lan sou direksyon meriken, ki lakòz 5 mil moun mouri, rantre nan menm lojik la tou.

Depi nan eleksyon 1995 yo, lè sektè popilè pèdi anpil fòs akòz masak yo fè sou militan l yo, lè yo pa fòse yo pran egzil, gwo peyi enperyalis yo koumanse fè estrateji pou pran kontwòl eleksyon yo depi anlè pou evite efè sipriz mas popilè yo epi kontwole mannèv divès klan nan oligachi a. Sonje eleksyon 2006 yo kouman peyi enperyalis yo, toujou atravè MINISTA, t ap manipile konsèy elektoral la ak mas popilè yo pou pèmèt René Préval, alye yo nan epòk la, monte sou pouvwa. Si nou byen gade, n ap wè pandan 15 dènye ane sa yo kouman zafè eleksyon an vini byen konplike sou plan teknik epi kouman li tounen yon tèt chaje sou plan finansye. Konplikasyon ak gwo mas lajan gwo peyi enperyalis yo mete nan pwosesis elektoral nan peyi a vin pèmèt yo gen yon gwo zèl kat nan men yo pou negosye kontwòl pouvwa politik la ak divès klan nan oligachi a epi kèk nan gwoup mafya yo lè sa nesesè.

1.3 “Katon wouj pou pouvwa Preval nan eleksyon-seleksyon yo”: yon eslogan pyèj.

Eleksyon-seleksyon 28 novanm yo reyalize nan yon kontèks kote pèp la gen anpil ensatisfaksyon ak fristrasyon nan fason gouvènman an ak kominote entènasyonal la jere peyi a, sitiyasyon ki vin pi malouk apre katastwòf 12 janvye a, mete sou sa epidemi kolera MINISTA lage nan peyi a. Depi 1986, menmsi divès klan nan oligachi a ap goumen antre yo, yo bay tèt yo mwayen pou chire pit nan mitan yo pa rive menase sistèm nan. Chak moman nan kriz politik la kote mas popilè yo vle lonje dwèt sou sistèm nan, espesyalis k ap defann enterè oligachi a ak enperyalis yo toujou reflechi sou estrateji pou detounen atansyon pèp la. Eslogan “katon wouj pou Preval nan eleksyon 28 novanm yo” rantre nan plan sa a. Konsa y ap kapab mete sou pouvwa a swa Mirlande Manigat, swa Michel Martelly oubyen yon prezidan pwovizwa pou kontinye defann enterè oligachi a, kò mafya yo ak enperyalis yo.



Jounen jodi a, koze eleksyon prèske pèdi tout sans li an Ayiti, eleksyon yo tounen yon aktivite bandi legal ak bandi ilegal sou kontwòl kominote entènasyonal la, oligachi a epi mafya entènasyonal ak mafya lokal yo.

1.4 Fòk mas popilè yo sispann pitimi san gadò pou pita pa pi tris.

Manipilasyon moun nan katye popilè yo rive paske sektè pwogresis yo pa jwe wòl gid yo kòmsadwa bò kote mas popilè yo. Gen nan yo ki kanpe sou pozisyon opòtinis; gen lòt ki fatige batay kidonk yo pare pou mache ak kèk kandida restavèk pandan y ap pran pòz fè bèl analiz. Jounen jodi a piplis pase anvan, mas popilè yo dwe kontinye mobilize sou baz pwòp revandikasyon yo ak enterè yo. Se sèl fason pou yo pa fè jwèt klan nan oligachi a, gwoup nan kò mafya yo ni gwo peyi enperyalis yo.

Chanjman kondisyon lavi mas popilè yo pap kapab fèt san rasanbleman sektè pwogresis yo sou baz yon pwojè politik klè. Pou pita pa pi tris, an nou pran desizyon istorik pou mete kanpe enstriman politik konsekan ki pou akonpaye mas popilè yo nan batay pou chanje Leta ak chanje kondisyon lavi yo.

ll. Fanmi ak gwoup ekonomik kap kontwole richès ak politik peyi a

Epòk eleksyon, se alafwa yon sezon semans pou sèten, yon sezon rekòt pou dòt. Oligachi a ak peyi sousè yo ap mete lajan sou kandida poul kay yo. Sa ki pi restavèk yo ap jwenn plis. Modèl eleksyon –seleksyon sa yo tounen yon konkou ant machann peyi, je chèch, koken, ak malpouwont. Si Céant jwenn 2-3 milyon dola vèt, Madan Manigat jwenn 5-6 milyon, Jude Celestin ak Sweet Micky jwenn 15-30 milyon. Mafya lokal ak entènasyonal la ansanm ak oligachi a konnen fòk yo mize gwo si yo vle fè gwo benefis lè pouvwa a fin chita. Kontra apèl dòf pral tonbe adwat agòch, sitou nan koze rekonstriksyon an. Yo pa pè depanse. Dayè se pa lajan yo, se lajan taks pèp la yo separe; se lajan Petwo-karibe solidarite pèp Venezwuela a yo vòlè. Se lajan vye kontra wout ak kouran elektrik Sogener ak Vorbe & Fils, lajan etadijans lan yo kapte epi mete sou kote pou sezon eleksyon yo.

Epòk eleksyon se sezon rekòt pou sèten fanmi nan oligachi a:

I- Fanmi Deschamps-Frisch. Se yo ki ranmase pi gwo lo lajan, an dola vèt, nan prepare bilten ak materyèl pou eleksyon yo. Pòch ak men Deschamps yo konn tèlman plen ak kontra pou eleksyon yo, yo konn pataje gato a ak fanmi Malval-Robert Malval, ansyen Premye minis Aristide, nan enprimri le Natal. Fanmi Deschamps ranmase lajan nan 2 men. Sou yon bò ak magazen “ONE SOURCE PAPER”, ki se magazen pa yo, ki vann papye, katon ak lòt founiti, sou yon lòt bò ak enprimri a y ap fè lajan nan enpresyon bilten, postè, livrè, elatriye. Ak tout mago lajan yo sot fè nan eleksyon-seleksyon yo, fòk nou tout chache konnen plis toujou ki kote yo rive nan piye peyi a! Fòk nou ta mande Daniel Supplice, ansyen minis zafè sosyal J.C. Duvalier, ki se responsab Fondasyon Lucienne Deschamps.

2-Fanmi Jaar yo pa fè bri, men zafè yo ap mache byen anpil. La Couronne se 2zyèm pi gwo brasri nan peyi a, apre Prestige ki se pwopriyete gwoup Madsen. Pou ane 2006-2007 la, yo te deklare yo vann pou 670 milyon goud. DGI te klase yo 17tyèm konpayi ki pi gwo kontribyab paske yo te peye (10%) 67 milyon goud taks pou ane sa a. Nan epòk eleksyon an, se sitou yon lòt konpayi fanmi an posede ki rapòte yo gwo lajan. Se konpayi UNIVERSAL MOTORS ki vann ak lwe machin NISSAN. Konpayi sa a tou nan fè foub pou pa peye tout taks yo ta dwe; se sèlman 51 milyon goud taks yo te peye DGI pou ane 2006-2007 la, ki fè yo te klase 23zyèm kontribyab. Fanmi Jaar aksyonè nan SOGEBANK. Nan mòn kanapevè ak nan mòn kalvè, yo genyen plis pase 15 kawo tè.

3- Fanmi Berhmann tou patisipe nan rekòt sezon eleksyon-seleksyon yo, nan lwe ak vann machin. Kòm yo se gwo sipòtè Espwa-Inite, yo bay gouvènman an anpil fasilite. Konsa y ap toujou kontinye benefisye gwo avantaj nan fè magouy ak sou-faktirasyon nan DGI ak nan ladwann. Dayè, Valentin, direktè jeneral ladwann lan, nan pòch yo.

Rès mago lajan an pataje ant konpayi lòtbòdlo ki t ap prepare lòt kalite materyèl elektoral, konpayi dominiken ki gen plis teknoloji pou fè gwo postè, konpayi telefòn isit yo tankou Digicel ak Voilà, epi radyo, televizyon ak jounal yo. Raketè ak mafya nan tèt pati politik yo tou fè kòb pa yo nan vann chapo legal. Pati politik « Repons Peyizan » vann Michel Martelly chapo legal. Janklodis Samir Mourra, mafya patante nan Miami, vann Jacques Edouard Alexis chapo legal MPH. Eric Jean Jacques, ansyen depite, dwòg dilè, ansyen pwopriyetè. Jacomin S.A., te gen tan monte 2 pati politik.

Li vann Wyclef Jean chapo legal youn pou l ta l enskri, epi li vann Leslie Voltaire chapo legal lòt pati a « Ansanm Nou Fò ». Dirijan alatèt rezo mafya k ap distribye dwòg ak zam nan katye popilè yo tankou nan Pòtoprens, Site Solèy, Matisan, Bèlè, Jalouzi ak nan kèk vil pwovens kle nan trafik dwòg la tankou Okap, Okay, Mibalè, Kotfè, elatriye, te gen mago lajan pa yo pou fè distribisyon tou.

Jounen jodi a, koze eleksyon prèske pèdi tout sans li. Olye pou li ta yon aktivite nasyonal, souvren, kap pèmèt yon popilasyon òganize, eklere, chwazi bon dirijan l pou mennen bak peyi a, eleksyon yo tounen yon aktivite bandi legal ak bandi ilegal sou kontwòl kominote entènasyonal la, oligachi a epi mafya entènasyonal ak mafya lokal yo. Pèp la ak avangad li poko konstwi fòm òganizasyon ki pou fè li pran pouvwa a : swa nan soulèvman elektoral, swa nan lese-frape ak fòs reyaksyon. yo nan kad yon soulèvman popilè, pou li transfòme peyi a epi tabli yon Leta Nasyonal Demokratik Popilè nan benefis tout pitit tè a toupatou nan peyi a.

Koperasyon entènasyonal an Ayiti: yon zouti anplis sistèm esplwatasyon pou fè pèp la lasisin pandan l ap anrichi oligachi a piplis, isit kou lòt bò dlo (suit)

Nan dènye nimewo Santinèl l, nou te fè istwa koperasyon an Ayiti e nou te montre kouman l ap tounen yon enstriman enpòtan pou afebli Leta ayisyen epi ranfòse peyi a piplis nan depandans. Nan nimewo 10 sa a, n ap bay suit atik la, kote nou plis chita sou egzanp èd imanitè ak èd pou rekonstriksyon apre tranblemanntè a pou montre karaktè piyajè koperasyon entènasyonal la.

3.2 Tranblemanntè 12 janvye a: kalamite pou nasyon an, opòtinite pou enstitisyon koperasyon yo fè lajan!

Apre goudougoudou a, pandan popilasyon an ap kriye pou plis pase 300 mil pitit li yo ki disparèt ak yon bon pati nan richès li yo ki

Ale nan paj 16

Le Tango du président René Garcia Préval

L'on se croyait libérés de la tyrannie et de la dictature des Duvalier le 7 Février 1986 date à laquelle ils partirent pour l'exil doré en France avec des millions de dollar volés au peuple haïtien. Jean Claude Duvalier, sa femme Michèle Bennet, ses enfants et les membres des classes dominantes qui ont fait tant de mal au trésor de la république pauvre qu'est Haiti, les voilà revenus hanter et troubler le silence de mort des milliers de victimes qui ont tant souffert de l'avènement des Duvalier au pouvoir de 1957 à 1986. Soit à peu près 30 ans d'une dictature féroce qui révolta la conscience Internationale, les organismes des droits humains (Human Watch), Amnesty International et d'autres organisations latino-américaines. Toutes les pratiques et tactiques, utilisées par les nazis contre la résistance au pouvoir fasciste d'Adolf Hitler, ont été visitées et appliquées sous leurs règnes.

Des sous-sol du Palais national, siège de la présidence, des Casernes Dessalines où régnaient les colonels tortionnaires Albert Pierre (Ti boule), les colonels Orcel et Jean Valmé, la danse macabre de tortures et d'humiliations de tourtes sortes était menée jour et nuit. Sans oublier le siège de la police de Port-au-Prince, le Fort Dimanche, la caserne du Corps des Léopards, la Cafétéria où fut torturée Marie France Claude par les hommes à la solde de Jean Claude Duvalier.

Toutefois, nous voici face à un nouveau tango que nous offre le gouvernement Bellerive /Préval, qui lui aussi n'a rien su de la venue de Baby doc accompagné de son épouse Véronique Roy, et même des membres de la famille Duvalier.

Qui ne se souvient du tango des militaires Jean Valmé et compagnie, l'homme fort du 28 novembre 1980, quand les membres de la société civile furent arrêtés, battus et expédiés en exil. La journaliste de radio Kiskeya Mme Liliane Pierre Paul nous a conté ses déboires et ses revers entre les mains de ces criminels. Harold Isaac journaliste qui vit actuellement au Canada, Compère Filo, ont connu les affres du Fort Dimanche. Ils n'ont eu la vie sauve que grâce à l'absence du VSN ou tonton macoute jeanclaudiste «ti Candio» qui n'était pas de service cette nuit. C'est ce qui ressortait de l'interview qu'il avait eue avec son patron et directeur de radio Haiti Inter, lorsqu'il sortit du Fort Dimanche. Mais que dire de Marcus Garcia, lui aussi victime de la satrape duvaliériste, qui, jusqu'à maintenant, ne pipe mot sur le retour inopiné de son ancien bourreau président.



Au rendez-vous du Tango de René Garcia Préval, le pays attend le procès du duvaliérisme et le procès de Jean Claude Duvalier pour son règne de 1971 à 1986.

A ce nouveau spectacle que nous offre le président de la République M. René Garcia Préval, nous dirons que les Haïtiens ne sont pas dupes et qu'ils se souviennent de l'objectif qu'il s'était fixé dans son discours d'investiture « Restaurer l'autorité de l'Etat » On s'attendait à un développement plus réel et une avancée des principes démocratiques, garantis par la loi républicaine. La base fondamentale de toute société républicaine et démocratique, c'est la justice. Une justice qui inquiète les bourreaux, une justice qui fait grâce. Une justice qui réconcilie la société. Les Haïtiens ne sont pas les damnés de la terre. Ils ont la force et l'intelligence pour dévier les manoeuvres, pour comprendre ce qui est juste et droit.

Les élections du 28 novembre 2010 n'ont pas apporté les résultats espérés pour le parti Inite (appelé péjorativement iniquité) particulièrement pour l'ex-colonel Himmler Rebu. Toutefois, il faut rappeler que le parti Inite, c'est le parti du président René Préval qui dirige Haiti actuellement et dont le mandat arrive à sa fin le 7 février 2011 sans qu'il ait pu mettre son poulain Jude Célestin en selle, malgré les manoeuvres, les malversations de son conseil électoral provisoire. Content ou pas content, comme dit la chanson, on attend. Le 7 Février 2011, le mandat du président arrivera à terme. Les couches sociales, les classes politiques se mobilisent, les secteurs lavalas exclus de l'élection du 28 novembre 2010 se mobilisent, les masses réclament le retour du président Aristide de l'exil en Afrique du sud et l'esprit est à la confrontation, si M. René Préval ne part pas le 7 Février. Les masses populaires sont mobilisées, celles sous les tentes attendent ce grand jour.

La garde aux barrières du Louvre ne défend point le roi, la garde aux barrières du Louvre a laissé échapper de France le dictateur à vie Jean Claude Duvalier le dimanche 16 janvier 2011. Personne n'en savait rien, c'est ce que le responsable des services de renseignement du gouvernement français a prétendu nous faire savoir. A Washington DC aussi on ne savait rien non plus, de même que dans les grandes capitales du monde entier. Au rendez-vous du Tango de René Garcia Préval, le pays attend le procès du duvaliérisme et le procès de Jean Claude Duvalier pour son règne de 1971 à 1986. L'autorité morale de la nation doit être rétablie même si Haiti est un pays pauvre. C'est seulement à travers la justice qu'une éventuelle réconciliation pourra se faire. «Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés». Que de dangers! Que de travaux! Ce sera une sainte audace.

Harry Sylvestre
Photo journaliste

Un conseil d'Etat de 30 membres pour remplacer Préval



Les principaux dirigeants de gauche à droite l'avocat Mario Joseph, Delpé , Alexis, Ceant et le sénateur Williams Jeanty

Aujourd'hui premier février 2011 au local de la Fusion des Sociaux-Démocrates, l'opposition a présenté à la nation haïtienne une alternative à Préval et au plan de l'OEA de réaliser un second tour avec Michel Martelly et Mirlande Manigat. Il s'agit d'un conseil de 30 membres prônant l'annulation des élections frauduleuses du 28 novembre dernier, le départ de René Préval le 7 février, et la formation d'un nouveau CEP pour la réalisation de nouvelles compétitions électorales avec la participation de tous les partis politiques sans aucune exclusion.



Les principaux dirigeants de gauche à droite l'avocat Mario Joseph, Delpé , Alexis, Ceant et le sénateur Williams Jeanty

Décès de Mr. Moïse Ambroise

La famille de Moïse Ambroise annonce avec tristesse son décès survenu le 27 Janvier 2011 à Long Island Jewish Hospital de New York, après une longue maladie courageusement supportée. L'exposition aura lieu le Samedi 5 Février de 8:30 am à 10:00 am à O'brien Funeral Home, 640 Elmont Road, Elmont, New York. Tel. (516) 285-5856 Les funérailles seront chantées Samedi 5 Février à 10:30 à L'Eglise Sacré-cœur, sise à 115-58 222ème rue, Cambria Heights, New York. L'enterrement aura lieu à Rosehill Cemetery, Linden, New Jersey.

7 février ou 14 mai 2011, Préval joue la prison ou l'exil

Par Catherine Charlemagne

L'année 2010 a été celle de toutes les catastrophes pour Haïti. Catastrophes naturelles avec le séisme du 12 janvier et les ouragans qui s'ensuivirent. Catastrophes sociales et politiques avec la misère et les élections du 28 novembre dernier dont les conséquences pour le pays demeurent inconnues même avec le prochain bricolage annoncé pour le 20 mars en guise de second tour. Le chef de l'Etat, de par son statut constitutionnel devait être le garant de la stabilité. Mais, constatant l'échec de son deuxième et dernier quinquennat, il a délibérément choisi le chemin inverse, prolongeant ainsi une tradition bien haïtienne des chefs d'Etat de cette île qui se résume en : après moi le chaos.

Avec cette conception de la gestion de la chose publique, l'actuel Président de la République ne se différencie en rien de ses prédécesseurs qui, une fois accédés au timon des affaires, prennent le chemin inverse de celui par lequel ils étaient arrivés au sommet de l'Etat. Le Président René Préval est un cas d'école. Porté triomphalement au pouvoir par une population en liesse en ne se souciant guère de ce qui pouvait lui arriver, on se souvient de l'épisode rocambolesque de l'hôtel Montana, ce Président, plus que tout autre, fait preuve d'un cynisme hors du

Suite à la page (14)



Le Président René Préval sait que, depuis le fameux dimanche 28 novembre 2010 et la non acceptation de la mascarade organisée en guise d'élections, par les candidats, la population et la Communauté internationale, il joue la prison ou l'exil

Pour un sauvetage national et un geste patriotique

La lutte engagée depuis des mois par de vrais patriotes et citoyens se trouve aujourd'hui à sa phase ultime. Ceci, grâce à la participation de vous tous, qui ont su créer durant ces mois décisifs cette chaine de solidarité prêchée et préconisée par tous les compatriotes de bonne foi. Vous êtes en train d'établir et de donner la preuve de deux grandes vérités : « Qui ne tente rien n'a rien » ou « l'on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs ».

Oui chers compatriotes, parfois les sacrifices sont inévitables, voire indispensables pour réaliser de grandes choses pour son pays et ses semblables. Ainsi, c'est avec peine et douleur, mais aussi beaucoup d'espoir que j'ai pris acte de ce que vous faites pour la démocratie et le changement dans ce pays. C'est grâce à votre courage et détermination que nous sommes arrivés à cette phase décisive de grande revendication populaire et nationale.

Pour en arriver là, votre sang a du couler du Nord au Sud de l'Est à l'Ouest, car c'est partout dans le pays, que vous avez été les fers de lance de ce grand mouvement pacifique. Face à de tel sacrifice, à de tel courage, je ne saurais ne pas me décoiffer à l'instar de Rochambeau devant l'exploit de Capois la Mort, l'un des héros de notre belle Révolution pour saluer tant d'audace et de vérité tout en partageant avec vous, jeunesse de mon pays, votre ferme et inébranlable volonté de maintenir et de porter encore plus haut l'étendard de la lutte jusqu'à la libération totale et définitive de notre chère patrie. Bravo peuple haïtien !

Maintenant en votre nom et en celui de la démocratie, je m'adresse au chef de l'Etat M. René Préval, à quelques jours du 7 février, date à laquelle il devrait constitutionnellement quitter le pouvoir.

Monsieur le Président de la République, rien n'est plus puissant, disait Victor Hugo qu'une idée quand l'heure est venue. Oui Excellence, elle a été clairement et nettement exprimée par toute la population du pays, cette idée de changement

Suite à la page (16)

Le pourrissement d'Haïti et le salut national

Le retour impromptu de Jean-Claude Duvalier en Haïti témoigne du pourrissement de la politique haïtienne, lui aussi conséquence de la dégradation continuelle des conditions sociales, économiques, écologiques et politiques en Haïti. Ce pourrissement est arrivé à un tel point de putréfaction et d'absurdité que le petit dictateur, fils du Caligula tropical Papa Doc, qui a donné à la répression un caractère plus sympa mais autant meurtrière que son père, en vient à être considéré comme un recours alternatif sérieux en Haïti. Quelle ironie que ce pays n'aurait-il pas connue !

On a dit que le coup de choc de JCD peut être motivé par le souci de récupérer ses biens en Haïti (dont une nouvelle loi en Suisse lui en aurait garanti la réappropriation, s'il rentre au pays sans se faire arrêter). De toute façon, quels que soient ses motifs, c'était compter sans la mémoire et la conscience des hommes et femmes de ces nombreuses familles, sortis de toutes les classes sociales en Haïti, qui étaient victimes des atrocités de l'un ou de l'autre des régimes duvaliéristes.

Certains nostalgiques et non informés des régimes duvaliéristes (notamment ceux-là qui étaient très jeunes ou qui sont nés après 7-Février 1986) insinuent que les choses étaient meilleures en ces temps-là, que les rues étaient propres, que les maisons et les bâtiments étaient moins dilapidés, que les dégâts écologico-environnementaux étaient moins désastreux, etc. Ces nostalgiques vous parleraient de *degré* de dégradation, oubliant — ou faisant semblant d'oublier —, que le processus de dégradation d'Haïti a commencé justement avec et sous les Duvalier. Il est vrai qu'Haïti n'ait jamais été un paradis terrestre et que les régimes autoritaires se succédaient à un intervalle régulier, mais le type, l'échelle et l'ampleur de barbarie gouvernementale sous ces deux régimes ont été jusque-là inédits.

Ce que j'appelle le processus de dégradation, c'est la descente d'Haïti dans la nuit d'un fascisme totalitaire qui couvre la totalité du territoire du pays et des activités sociales, politiques, économiques, éducatives, familiales, etc. Elle imprègne même la psyché jusqu'au point qu'une *mentalité macoutique* en vient à y être implantée.

Les caractéristiques particulières des régimes duvaliéristes — comparés aux régimes politiques qui les précédaient —, c'était l'accession du gangstérisme au niveau de la légalité de l'État, s'accomplissant au grand jour, corrompant toutes les institutions nationales. Le gangstérisme comme activité criminelle clandestine dont on a honte d'en

Suite à la page (16)

Il faut de nouvelles élections pour instaurer la stabilité à Haïti

Par Béatrice Lindstom

Le long de l'avenue John Brown à Port-au-Prince, des graffiti fraîchement peints disent: « aba seleksyon! — à bas le processus de sélection antidémocratique.

C'est un message essentiel de contestation visuelle contre l'échec de la démocratie en Haïti. Il a été rajouté à des slogans plus anciens, comme: « Aba MINUSTAH, Aba okipasyon », qui appellent à la fin de l'occupation étrangère telle qu'est généralement considérée la mission de la Force Internationale de Stabilisation des Nations unies à Haïti, communément désignée par ses initiales «MINUSTAH».

Les élections législatives et présidentielles du 28 novembre, largement contestées et l'agitation qui en a découlé, ont accru l'hostilité vis-à-vis de la force internationale et augmenté les inquiétudes concernant l'auto-détermination du pays alors que celui-ci tente de se reconstruire, un an après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010.

Les électeurs haïtiens dénoncent depuis des mois le truquage du processus électoral, et beaucoup d'entre eux ont boycotté des élections où il avait été préalablement procédé à une sélection, destinée à assurer la victoire du parti au pouvoir du président Préval (Inite). Le Conseil électoral provisoire, dont les membres avaient été triés sur le volet par Préval, avait présidé à l'organisation de ces élections en éliminant les candidatures du parti populaire Fanmi Lavalas et d'autres partis progressistes.

Le jour même des élections, les fraudes lors du scrutin et l'intimidation exercée sur les électeurs étaient signalées dans de nombreux bureaux de vote, et des centaines de milliers d'électeurs n'avaient pas pu voter parce qu'ils n'étaient pas inscrits sur les listes électorales.

Les observateurs étrangers, malgré les irrégularités constatées dans le processus électoral, laissaient s'organiser ces élections au nom de la stabilité. La MINUSTAH veillait à ce que le déroulement du scrutin ne soit pas interrompu en réprimant les manifestations et en fournissant une aide logistique au gouvernement. Le jour des élections, Edmond Mulet, le chef de la mission de l'ONU à Haïti, déclarait dans un communiqué aux médias internationaux que «tout allait bien», faisant fi de l'indignation générale contre les fraudes. La Mission d'Observation Electorale de l'OAS-CARICOM, bien qu'ayant constaté ces irrégularités, validait le scrutin.

Alors que les Haïtiens manifestaient contre ces élections truquées et appelaient à de nouvelles élections équitables, Mulet allait jusqu'à menacer de faire retirer d'Haïti les casques bleus si les résultats des élections n'étaient pas entérinés.

Forcer les Haïtiens à accepter des élections non démocratiques, n'est pas une garantie de stabilité, objectif déclaré de la mission de la MINUSTAH.

Bien au contraire – on l'a vu lors des manifestations du mois dernier quand les électeurs sont descendus dans la rue et ont paralysé la capitale pour exiger le respect du droit de vote.

La réponse militarisée de la MINUSTAH aux manifestations des Haïtiens qui voulaient défendre leur droit de vote est un exemple parmi d'autres que l'ONU est du mauvais côté du combat démocratique. La MINUSTAH a, depuis le début, toujours eu des problèmes avec la démocratie en Haïti. Cette force militaire a été envoyée pour assurer le maintien de l'ordre après le coup d'état organisé par les US qui avait renversé le président élu Jean-Bertrand Aristide en 2004. Il y a actuellement 12.000 soldats de la MINUSTAH sur place en Haïti et c'est une bizarrerie que les casques bleus de l'ONU y soient stationnés en l'absence de conflit dans le pays. Cette mission est dirigée par le Brésil, avec la contribution de bien d'autres pays d'Amérique Latine, parmi lesquels l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Guatemala, le Pérou et l'Uruguay. Alors que faiblit le soutien à la MINUSTAH à la fois en Haïti et parmi les pays qui ont envoyé des forces militaires, la mission prend de plus en plus d'ampleur parce qu'elle sert les intérêts propres des puissances de la région.

Des documents de Wikileaks révèlent que le Brésil continue de diriger la MINUSTAH dans l'espoir d'obtenir un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. L'objectif des Etats-Unis, est, pour leur part, de conserver un bastion à Haïti et d'empêcher que des élections libres ne conduisent à l'élection d'un candidat progressiste qui se rapprocherait des gouvernements de gauche, comme le Venezuela et Cuba. Haïti est, donc, un pion important dans un jeu d'échecs régional.

Des élections équitables et libres sont un véhicule essentiel de l'expression démocratique. Le déni du droit de vote a conduit les Haïtiens à rechercher la démocratie par d'autres moyens – en organisant des manifestations et des rassemblements pour se faire entendre.

Les manifestations pacifiques sont confrontées bien trop souvent à des ripostes brutales et disproportionnées de la part des forces de l'ONU. La semaine qui a suivi les élections, la femme de l'administrateur d'un camp à Cite Soleil a été transportée à l'hôpital après avoir été aspergée de gaz lacrymogène par un soldat de la MINUSTAH.

Au cours d'une autre manifestation, un collègue a aidé à sortir de son logement de fortune une dame âgée, traumatisée quand sa tente a été envahie de gaz à la suite de l'explosion d'une bombe lacrymogène mal lancée. Si le contrôle des foules peut servir un objectif légitime dans certaines circonstances, les gaz lacrymogènes, les balles en caoutchouc et les grenades incapacitantes ne sont pas la solution pour rétablir la stabilité en Haïti et au contraire, ils peuvent avoir des conséquences dramatiques.



De nouvelles élections sont le seul espoir d'avoir un gouvernement qui bénéficiera du soutien populaire et qui donc conduira à la stabilité

Ce qu'il faut à Haïti, ce sont de nouvelles élections libres. Ce qui révolte la population, c'est le sentiment qu'on lui a confisqué la souveraineté d'Haïti.

Ces élections anti-démocratiques sont considérées comme ayant été imposées à Haïti par la communauté internationale, par ceux qui ont financé ces élections, par les observateurs étrangers qui les ont validées et par les forces armées de la MINUSTAH qui ont assuré le maintien de l'ordre.

De nouvelles élections sont le seul espoir d'avoir un gouvernement qui bénéficiera du soutien populaire et qui donc conduira à la stabilité. A cause des irrégularités, même le candidat le mieux placé aux élections du 28 novembre ne bénéficie du soutien que de 6% des inscrits.

Au lieu d'investir dans un processus démocratique, la communauté internationale verse des millions de dollars à la mission de stabilisation de l'ONU que refusent de nombreux Haïtiens.

Quatre jours après les élections, l'ONU proposait pour la MINUSTAH un budget pour l'année 2011 de 853 millions de dollars, c'est-à-dire 2,3 millions par jour. Cette somme dépasse presque la somme totale des aides versées à Haïti par les 30 donateurs les plus importants et est cinq fois plus élevée que le budget réclamé par l'ONU pour lutter contre le choléra.

De nouvelles élections ne représenteraient qu'une infime partie de cette somme – à peine 29 millions de dollars, c'est-à-dire ce que coûtent les opérations de la MINUSTAH à Haïti en 12 jours et ½ – et rendraient inutile la présence permanente de la MINUSTAH.

Les troubles qui ont eu lieu à Haïti depuis les élections devraient inciter les états des Amériques qui résistent aux intérêts politiques internationaux et s'engagent pour une véritable démocratie à Haïti à appeler à de nouvelles élections. La stabilité à Haïti, qui passe par le difficile processus de reconstruction, est à ce prix.

Béatrice Lindstrom est avocate des droits humains du Bureau des Avocats Internationaux à Haïti, un cabinet d'avocat installé à Port-au-Prince. Diplômée de la Faculté de Droit de l'Université de New York, elle participe à Americas Program www.cipamericas.org.

CounterPunch, January 14, 2011
Des bassines et du Zèle
19 janvier 2011

Despite Clinton Visit:

Outcry for New Election Grows

By Kim Ives

On Jan. 30, U.S. Secretary of State Hillary Clinton visited Haiti to pressure President René Préval and his Provisional Electoral Council (CEP) to accept the recommendations of an Organization of American States (OAS) report released last month on the Nov. 28 elections. It found that Jude Célestin, the candidate of Préval's Unity party who finished second according to the CEP's Dec. 7 preliminary results, should switch places with Michel Martelly, a neo-Duvalierist former *konpa* musician who placed a close third. That would put Martelly, instead of Célestin, in a run-off with former first lady Mirlande Manigat.

Last week, under Washington's pressure, Unity announced that it was withdrawing Célestin from the race, although Haiti's Electoral Law gives the party no authority to do so after it has fielded a candidate. Until now, Célestin has refused to bow out, creating a crisis within a crisis.

(Unity is expected to win most of the parliamentary races, which will give it control of who is chosen as prime minister, Haiti's most powerful executive post. In addition to U.S. Embassy pressure, party leaders were persuaded that Unity would lose less by sacrificing Célestin rather than jeopardizing their second tier candidates, party insiders told *Haïti Liberté*.)

Clinton met with all three candidates, but reiterated Washington's demand. "*We have made it very clear we support the OAS recommendations, and we would like to see those acted on,*" she said. "*It is important that the election go forward so there can be a new president.*"

But almost all of the other 15 presidential candidates from the dramatically flawed Nov. 28 polling have called for the election's annulment, as have several large marches of the Haitian people. About 100 protestors met Clinton at the airport holding signs reading: "*Secretary Clinton: Sham Elections Do Not Equal Democracy*" and "*Sham Elections Equal One More Disaster.*"

On Feb. 1, the Washington-based Center for Economic and Policy Research (CEPR) released an updated version of its acclaimed January report entitled "*Haiti's Fatally Flawed Election,*" which concludes that "*given the exclusion of the country's most popular political party [the Lavalas Family party of exiled former president Jean-Bertrand Aristide]; the exclusion of 12.2% of tally sheets; the 7.6% of irregular votes; the extremely low participation rate and the disenfranchisement of hundreds of thousands of displaced people, ... [Haiti should] start over with a free and fair election, even if that takes more time to organize.*" (The report can be downloaded at www.cepr.net/index.php/publications/reports/haitis-fatally-flawed-election.)



Demonstrators calling for the elections' annulment met Clinton at the airport



Hillary Clinton, met by US Embassy personnel, arriving in Haiti on Jan. 30

Mark Weisbrot, CEPR co-director and co-author of the report, dismisses both the OAS and CEP's results saying it is "*impossible to determine who should advance to a second round.*"

"*The amount of votes not counted or counted wrong in this election is huge – much larger than has been reported by either the OAS or CEP,*" he said. "*I don't see how any professional observers could legitimately certify this election result.*"

Now joining the CEPR and the Haitian people in demanding the Nov. 28 fiasco's annulment is the Congressional Black Caucus (CBC), which on Feb. 1 issued a statement calling on "*Secretary of State Hillary Clinton to support a recommendation of new elections for Haiti.*"

"*The Congressional Black Caucus cannot overlook the serious concerns that the recent elections in Haiti have posed to its overall democracy,*" said CBC Chairman Rep. Emanuel Cleaver, II (D-MO) and Rep. Donald M. Payne (D-NJ), Chair of the CBC's Task Force on Foreign Policy and International Affairs. "*The CBC urges the United States and the international community to uphold the ideals of fairness and support a new Haiti election process that is free and fair, respecting the rights of the Haitian people.*"

As Rumors of Return Fly:

Préval Government Says It Will Send Aristide a Passport

By Kim Ives

Last weekend, radio stations and Internet bloggers frothily broadcast reports that exiled former President Jean-Bertrand Aristide was in or on his way to Cuba, seeking medical attention, and would soon return to Haiti.

The reports proved to be a rumor begun by an article in a private Venezuelan newspaper. But the episode revealed many Haitians' expectation that Aristide may soon be returning to Haiti from his seven year exile in South Africa.

Calls for and anticipation of Aristide's return have escalated in the past two weeks since the surprise return to Haiti of former dictator Jean-Claude Duvalier after almost 25 years on Jan. 16.

Last week, Interior Minister Paul-Antoine Bien-Aimé said that, at a meeting of the Ministers' Council, the government decided it was prepared to issue a diplomatic passport to Aristide but just wanted him to request it in writing. Aristide has issued several appeals for a passport or laisser-passer over Haitian radio and through public statements in past years.

On Jan. 31, Aristide's Miami-based lawyer Ira Kurzban sent a letter to Foreign Affairs Minister Marie-Michele Rey and to Bien-Aimé. "*I kindly request that his diplomatic passport be issued immediately and that plans fo his return commence immediately,*" Kurzban wrote. "*To expedite this matter, President Aristide's passport may be delivered to the government of South Africa or to me.*" Saying that the passport's issuance would be "*only the first step*," Kurzban also called on Haiti to "*initiate dialogue with the government of the Republic of South Africa to insure President Aristide's immediate return.*"

Finally, Kurzban also called on Haiti to "*put in place a security plan*" for Aristide and that it be "*executed immediately to insure both his return and his security in Haiti.*"

"*It is very important that Aristide be provided with protection, and he is entitled to that,*" Kurzban told *Haïti Liberté.*

A Jan. 31 AP report cast doubt on whether the Haitian government would regard Kurzban's letter as a valid request by Aristide for his passport. It noted that Bien-Aimé appeared to have issued two letters - one in French, one in Kreyòl - stating that the government was awaiting a passport request after Kurzban's letter was received.

Meanwhile, the Haitian government has questioned but not yet indicted Duvalier for embezzling hundreds of millions of dollars from the Haitian treasury during his 15 year reign, and former political prisoners have brought charges against him for crimes against humanity.

On Feb. 1, the Swiss government blocked the release of some $6 million held in bank accounts there to Duvalier, saying they may be assets of "*criminal origin.*"

Meanwhile, Duvalier gave a televised interview to Univision broadcast Feb. 1. "*When they talk of me as a tyrant, they make me laugh, it gives me the impression that people suffer from amnesia, they've forgotten the way in which I left Haiti, how I left voluntarily,*" Duvalier said. "*There was no revolution at that time.*"

In early 1986, Haiti was engulfed in a nationwide anti-Duvalier uprising which closely resembled the current uprising against the 30-year rule of President Hosni Mubarak in Egypt. After prematurely announcing that he would leave on Jan. 31, the U.S. government finally flew Duvalier out of Haiti on Feb. 7, 1986.

Two Haitian Rights Activists Complete Successful Speaking Tour to Canada

By Roger Annis

Haiti's leading human rights lawyer, Mario Joseph, and one of that country's inspiring educators, Rea Dol, have just completed a five-day speaking tour that took them to Montreal and Ottawa. Additionally, Madame Dol visited Toronto and Orillia, Ontario for five days.

Hundreds of people attended their public talks and seminars, which received widespread coverage in Canadian media.

"*The speaking tour exceeded our expectations,*" reports Darren Ell of the Montreal Haiti Solidarity Committee, one of the sponsoring organizations. "*We wanted to give a big boost to ongoing solidarity efforts in Canada with Haiti and we have certainly achieved that.*"

Ryan Sawatzky organized Dol's visit to Toronto and Orillia. The goal was to introduce educators and educational institutions to the SOPUDEP School that she directs. "*The school requires international support in order to survive, especially since the earthquake,*" he reports. "*Our foundation seeks partners for its work and we have met new ones as a result of Rea's visit.*"



Mario Joseph (left) and Rea Dol at a meeting last month in Montreal.

Montreal visit is widely reported and packed with activity

The room was full on Jan. 21 for the press conference that launched Joseph and Dol's visit to Montreal. He is the Director of the Office of International Lawyers (Bureau des avocats internationaux or BAI) in Port-au-Prince and a member of the board of directors of the Boston-based Institute for Justice and Democracy in Haiti.

Joseph's comments on post-earthquake Haiti, the Nov. 28, 2010 elections, and Jean-Claude Duvalier's return to Haiti on Jan. 17, 2011 were widely reported in Québécois and Canadian media in the days that followed.

continued on p(15)

AFRIQUE DU SUD : DIX-SEPT
DE LA JE

Festival mondial de la jeunesse en Afrique du Sud : En finir avec l'oppression des peuples

Par Céline Tabou

Sous thème de la paix et de la solidarité, les différentes délégations présentes ont appelé à la fin de l'oppression des peuples par quelques pays dominants. Palestine, Cuba, Sahara Occidental, Inde, Corée du Nord, tous ont témoigné des atrocités pour certains, d'une pression économique et politique pour d'autres.

Au cours du Procès symbolique anti-impérialiste organisé lors du 17ème Festival mondial de la jeunesse, de nombreux intervenants ont témoigné des horreurs qu'ils ont vécues. Principaux témoins de la domination étrangère, le Sahara Occidental a été l'espace de dix jours, l'acteur principal, d'une bataille de longue haleine. De même, les Palestiniens ont en profité pour dénoncer les pressions subies du fait du gouvernement d'Israël.

Face à un système capitaliste qui a atteint ses limites, les gouvernements ont le devoir de mettre en place une politique économique et sociale la plus a même au bonheur de son peuple.

Le Festival Mondial de la Jeunesse et des Étudiants a mis en avant le droit, et la légitimité des pays du monde à être indépendants, et libres de circuler sur leur sol. L'appel à la paix, la solidarité, la transformation sociale, et la fin de l'impérialisme par les centaines de délégations montrent qu'aujourd'hui, chacun a des droits, notamment celui d'avoir sa propre culture, son propre territoire.

Sahara occidental : le plus ancien contentieux territorial d'Afrique

En novembre 2010, vingt mille Sahraouis ont demandé la fin de la discrimination et du pillage de leurs richesses. En réponse à leur revendication, les autorités marocaines ont étouffé la contestation, par la force, et la violence. La violence, le peuple sahraoui la vit chaque jour : tortures, passage à tabac, humiliation, menaces, enlèvements, assassinats, absence de soins médicaux, assimilation forcée, monopolisation des richesses

Le conflit sahraoui est le plus ancien contentieux territorial d'Afrique. « *80% du territoire du Sahara occidental est colonisé par le Maroc, qui a laissé la partie désertique aux Sahraouis* », a expliqué l'un des délégués de ce pays lors du Festival Mondial de la Jeunesse et des Étudiants.

Une jeune femme a expliqué devant la cour contre l'impérialisme, les tortures qu'elle a subies : « *La police marocaine m'a frappé à l'œil sans aucune raison, je saignais énormément, mon œil est sorti de mon orbite, je n'ai pas pu avoir de soin, parce que les médecins marocains ne veulent pas soigner les Sahraouis. Il a fallu attendre, des jours, avant de voir un médecin* ». De même, un jeune homme de 19 ans, étudiant dans une université marocaine, a raconté comment l'an dernier, un chauffeur avait foncé sur lui et ses amis. Blessé au bras, il n'a pas reçu de soin.



Des jeunes communistes de la Grèce... « Le communisme est la jeunesse du monde! »



Des jeunes Sahraouis en lutte contre l'occupation de leur pays par le Maroc, solidaires du combat de leurs camarades de Cuba, confrontés depuis 50 ans à l'embargo décrété par le gouvernement des Etats-Unis. (photo C.T.)



La question des peuples opprimés a occupé de nombreux débats lors du 17ème Festival mondial de la jeunesse qui s'est tenu du 13 au 21 décembre en Afrique du Sud



Des milliers de jeunes de 150 pays dans les rues de Pretoria durant plus d'une semaine en train de réfléchir à comment dépasser un système à bout de souffle : seul le Festival mondial de la Jeunesse permet de tels échanges

Des émissaires tels que James Baker, avocat et diplomate américain, n'ont pas pu mettre en place de médiation entre les Sahraouis, et les autorités marocaines. L'actuel envoyé de l'ONU, Christopher Ross, était certes parvenu à trouver un terrain d'entente entre les deux parties, mais Rabat a décidé de garder sa ligne officielle, vieille de 35 ans. Le Maroc a expulsé des parlementaires étrangers, des journalistes et des médias, pour qu'ils ne diffusent pas d'information sur le Sahara occidental. La chape de plomb est maintenue sur ce territoire.

À l'instar de la militante espagnole, Isabel Terraza et du Mexicain, Antonio Velazquez, de nombreuses personnalités ont dénoncé ce qu'ils nomment un génocide contre le peuple sahraoui. Ils réclament une intervention urgente de l'ONU, de son côté, le Parlement européen a condamné la violence marocaine, le 8 novembre dernier, contre les civils sahraouis à Gdeim-Izik, demandant une enquête « indépendante et transparente ».

«Les 5 Cubains»

Cette affaire symbolise l'impérialisme américain contre Cuba. Arrêtés par le FBI en 1998, «les 5 Cubains» (Cuban Five), Gerardo Hernandez, Antonio Guerrero, Ramon Labanino, Fernando Gonzalez, et René Gonzalez, ont été condamnés à plusieurs dizaines d'années de prison chacun, aux États-Unis. Accusés d'espionnage, les cinq hommes tentaient d'infiltrer les activités de groupes terroristes implantés aux États-Unis, afin d'éviter des attentats à Cuba. Le gouvernement américain les a accusés de faire partie, eux-mêmes, d'une mouvance terroriste.

Face à ces accusations, la communauté internationale appelle à la libération des cinq hommes.

La justice américaine ajoute aux chefs d'accusation : conspiration en vue de commettre un assassinat, contre Gerardo Hernandez. S'ensuivent des pressions, expulsions, et menaces, auprès des familles pour qu'elles témoignent contre eux. Les 5 Cubains adressent un courrier à l'opinion publique américaine, en expliquant qu'ils voulaient éviter un attentat terroriste sur le sol cubain, mais en vain, la justice décide de les condamner, sans commune mesure.

Kurt De Loor, homme politique belge, explique qu'une « *campagne pour la liberté des Cuban Five est menée au niveau mondial, appuyé entre autres par dix lauréats du prix Nobel et par des centaines de personnalités. En outre, Amnesty International pose des questions quant à la procédure judiciaire. Je suis très content qu'en Belgique, au-delà des frontières linguistiques et de parti, nous puissions donner un signal indiquant que même pour une superpuissance comme les États-Unis, les droits de l'Homme ne puissent rester lettre morte. Dans notre lettre nous invitons nos collègues d'outre-mer et le président Obama à amnistier les cinq Cubains* ».

La Palestine occupée et expropriée

Le conflit israélo-palestinien débute officiellement le 14 mai 1948, jour de la création de l'État d'Israël. Ce conflit, non résolu à ce jour, a un caractère principalement nationaliste, mais il inclut une dimension religieuse, avec d'un côté, les Israéliens, principalement de religion juive, et les Palestiniens, à majorité musulmane. Le conflit prend une tournure politique en 1947, lorsque l'ONU vote un plan de partage de la Palestine donnant un État distinct à chaque communauté et plaçant Jérusalem sous contrôle international. Depuis, les Nations unies ont émis des centaines de résolutions par le Conseil de Sécurité et l'Assemblée générale, pour résoudre le conflit, mais celles-ci n'ont eu aucun résultat.

Soutenu par le gouvernement américain, Israël est parvenu au fil des années à coloniser la Palestine, notamment en logeant des Israéliens sur les propriétés appartenant aux Palestiniens. Cette colonisation, et occupation forcée, mettent à mal les négociations de paix entre les deux parties. D'autant plus que les dirigeants israéliens ont affirmé que la



Cette semaine, Haiti Liberté vous présente un reportage sur le dernier Festival de la jeunesse et des étudiants qui a eu lieu en Décembre 2010 en Afrique du Sud ; un événement durant lequel des délégués de 140 pays ont passé en revue la situation du monde dans lequel ils vivent et parlé de celui qu'ils entendent construire dans l'avenir. Ce festival a été dédié au Révolutionnaire Cubain Fidel Castro et à Nelson Mandela.

Au cours de cette activité, ces délégués ont condamné le blocus de Cuba et

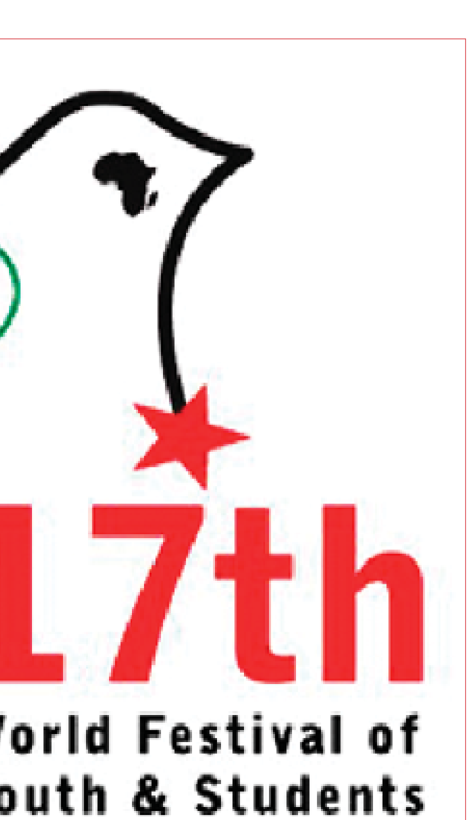
Festival mondial de
en Afrique du Sud :
capitalisme

Par Céline Tabou

Depuis 2008, les exemples de la fin du modèle capitaliste pullulent. En effet, les États-Unis, première nation à avoir été touchée par l'effondrement d'une de ses banques, a entraîné avec lui les économies européennes : Espagne, Portugal, Italie, Irlande, Grèce et bien d'autres. Les conséquences du capitalisme ont fait l'objet de plusieurs débats lors du 17ème Festival mondial de la Jeunesse et des Étudiants organisé du 13 au 21 décembre en Afrique du Sud.

L'économie de marché est devenue

TIÈME FESTIVAL MONDIAL UNESSE !



exigé la libération immédiate et inconditionnelle des 5 Cubains emprisonnés aux Etats-Unis. Egalement une pétition en forme d'une lettre au Secrétaire général des Nations unies Ban-ki-moon, avait été signée par 800 délégués sur le cas d'Haiti, demandant le retour d'Aristide et le départ des forces occupantes de la Minustah. Ce reportage a été publié par la revue «Témoignages» de l'île de la Réunion et est accompagné d'une réflexion du leader cubain Fidel Castro à ce sujet.

construction de logements dans les quartiers juifs de colonisation à Jérusalem-Est allait se poursuivre, quitte à défier le président américain Barack Obama et la communauté internationale.

Le gouvernement d'Israël use de tous les artifices pour empêcher les Palestiniens de vivre dignement en Cisjordanie : blocus économique, pressions, menaces, tortures, meurtres.

Face à cette situation, Jamil Majdalawi, membre du Bureau politique du FPLP, a mit l'accent sur la nécessité pour l'unité nationale palestinienne de faire face à l'occupant et de construire la résistance face à toute la répression, lors du 43ème anniversaire du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le 15 décembre. Ce dernier a indiqué que « *le peuple palestinien a droit à toutes les formes de résistance, y compris la résistance armée, populaire et économique, et que la résistance est la seule solution à l'occupation* ».

Témoignages 29 décembre 2010

la Jeunesse
Les limites du

néfaste pour les pays, mais les dirigeants n'hésitent pas à injecter des milliards pour sauver des banques responsables de la chute des budgets étatiques. Certains États, comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, ont mis en place des plans de rigueur afin d'éviter la faillite de leur pays. Mais, au final, ce sont les contribuables qui paient le prix des erreurs des banques, et des dirigeants.

Le Festival mondial de la Jeunesse et des Étudiants a consacré plusieurs séminaires sur les conséquences du capitalisme dans les sociétés d'aujourd'hui. Qu'il s'agisse des pays en voie de développement ou des pays industrialisés, il n'en est pas moins que les travailleurs restent les premières victimes de ce système, basé sur l'exploitation du travail, de l'environnement et des ressources.

Une Europe libérale instable

Arguant le libre échange, l'économie européenne prend de plein fouet la crise économique et financière internationale, non sans en faire partir les contribuables. Comme l'a expliqué Pierre Ivorra, dans "L'Humanité", ce sont les pays tels que la Grèce, l'Irlande, le Portugal, où le coût du travail est le plus bas, où le marché de l'emploi est le plus déréglementé et où la protection sociale est la plus faible, qui sont le plus atteints par la spéculation des marchés financiers contre leur dette publique.

Alors que les gouvernements européens, comme l'Allemagne, la France, et la Grande-Bretagne, mettent en place des plans d'austérité pour éviter la banqueroute, les agences de notations n'hésitent pas spéculer sur les économies d'États, et sur l'euro. Ces mesures aggravent la situation, et risquent d'entraîner une contagion dans toute l'Europe, et pas seulement. D'autant plus que l'Europe a besoin, pour sortir de la crise, de « solidariser les pays de la zone euro, et de l'Union » sur des bases sociales et économiques stables, et créatrices d'emplois.

A l'inverse des politiques économiques menées par les différents États d'Europe, l'Islande a décidé de laisser s'effondrer ses banques. En 2008, la défaillance de celles-ci a conduit le pays à un déficit de 15% du PIB de la balance de paiement. Pour ne plus être dépendant du capitalisme, et surtout de l'économie de marché, le président islandais décide, soutenu par un référendum populaire, de laisser les banques s'écrouler. De fait, l'Islande n'a pas emprunté plus que de raison, comme l'Espagne ou la Grèce, et n'aura pas à terme le besoin de rembourser à des taux exceptionnels son crédit fait auprès de l'Union européenne et du Fonds monétaire international.

Un nouvel ordre mondial et la fin du capitalisme

Alors que les États-Unis peinent à rehausser leur croissance, et à trouver des solutions contre le chômage et l'élévation de la précarité, le monde commence à changer. Les économies d'Asie sont celles qui s'en sortent le mieux dans cette crise économique et financière internationale, de même que l'Afrique, qui a une croissance de plus de 4% en 2010. Non seulement le monde va s'articuler autour des pays du Sud, avec la Chine, l'Inde, le Japon, et les pays africains, mais certains observateurs internationaux prédisent la fin du capitalisme. « La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors, et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot «crise» à ce type de période. Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin », a expliqué Immanuel Wallerstein, chercheur au département de Sociologie de l'Université de Yale, au "Monde".

Suivant cette analyse, et voyant les tentatives du gouvernement américain de s'imposer sur le plan économique et financier en Chine et en Europe, il est possible de penser que les États-Unis perdent pied, et tentent de réaffirmer leur domination en lançant des guerres impérialistes en Irak et en Afghanistan.

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Sur le plan écologique, les conséquences du changement climatique ont donné lieu à des catastrophes sans précédent, dues en grande partie aux activités des entreprises, et à l'absence de volonté politique de mettre en place une politique environnementale viable.

Témoignages 30 décembre 2010



Le Festival mondial de la Jeunesse et des Étudiants a consacré plusieurs séminaires sur les conséquences du capitalisme dans les sociétés d'aujourd'hui



Le procès de l'impérialisme a permis aux représentants de plusieurs peuples durement opprimés de décrire leur quotidien

Pretoria, le 21 décembre 2010

Monsieur Ban Ki-moon
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général,

Il y a deux siècles le peuple haïtien a commencé sa lutte pour l'indépendance contre la France et quand celle-ci fut conquise, aucun pays impérialiste la France n'a voulu la reconnaître, de sorte que Haïti fut contrainte de payer pour sa liberté pendant cent ans. Et quand, pour la première fois, un président haïtien a réclamé la restitution de cet argent qui a été injustement payé au gouvernement français pour la liberté en Haïti, celui-là a été honteusement expulsé du pays par des militaires américains et français.

Après le coup, Haïti a été envahie par les forces militaires de l'Organisation des Nations Unies sous le leadership des États-Unis, et c'est ainsi qu'a commencé pour elle une période fratricide. Nous considérons que c'est fratricide parce que maintenant ce sont d'anciens soldats des Forces Armées d'Haiti qui affrontent la population haïtienne (leurs frères et sœurs). En outre, les forces militaires de la MINUSTAH n'ont pas reconnu que l'épidémie de choléra qui a tué plus de 2000 personnes en moins de deux mois et qui jusqu'à présent, a infecté plus de 75.000 personnes, a été importée par elles. Ce fait a été prouvé par l'épidémiologiste français Renaud Piarroux.

Compte tenu de la crise que nous vivons, nous exigeons que les Nations Unies reconnaissent ce qui suit:

Haïti n'a besoin d'armée que d'hommes et de femmes en blouse blanche, à savoir des médecins, qui, avec des ingénieurs et des techniciens peuvent aider à reconstruire notre pays, sans poursuivre aucune sorte d'intérêt personnel.

Nous n'avons pas besoin de Forces Armées étrangères parce que tout ce qu'elles font dans le pays c'est tirer sur les manifestants qui revendiquent leurs droits et violer nos femmes et nos enfants, entre autres choses. Nous demandons une compensation pour le peuple haïtien à cause des dommages causés par la MINUSTAH, en nous apportant le choléra.

Nous devons changer la stratégie de l'aide financière pour la reconstruction, parce que les milliers d'ONG qui sont en Haiti ne sont pas réellement intéressées à résoudre nos problèmes. La population est fatiguée de voir ces employés étrangers courir les rues dans des voitures "dernier modèle" alors que des milliers de personnes vivent dans des conditions inhumaines.

Nous devons créer un compte bancaire où soient déposés tous les fonds reçus de la communauté internationale pour la reconstruction d'Haïti, de sorte que ce soit cette même population haïtienne qui les gère. Notre peuple doit participer à la reconstruction connaître tous les projets qui l'accompagnent.

Nous exigeons que ce ne soit plus des sociétés transnationales et multinationales qui mènent le processus de reconstruction de notre pays (comme c'est le cas pour la Compagnie Coca Cola à travers le projet "Espoir pour Haïti), parce que cela n'améliore pas la qualité de vie du peuple, et ne peut qu'enrichir seulement quelques personnes, comme au temps de la période coloniale.

Nous demandons à l'ONU de soutenir le droit de retour de l'ex-président Jean Bertrand Aristide et d'autres exilés politiques, afin de pouvoir poursuivre le processus démocratique dans notre pays.

Enfin, nous voulons faire ressortir que le peuple haïtien acceptera la solidarité internationale, pourvu qu'elle ne soit pas militarisée et qu'elle réponde à un véritable intérêt pour apporter de l'aide.

Cordialement vôtres,
Jeunes du peuple haïtien,
avec le soutien de la communauté internationale.

Pourquoi Aristide ne rentrerait-il pas chez lui ?

Par Claude Ribbe

Le passé, c'est la minute qui vient de s'écouler, l'heure passée à attendre que vienne l'inspiration, les jours et mois dans l'attente que revienne la belle saison, toute une année depuis le cataclysmique tremblement de terre qui a fait plus de 200.000 victimes, les sept années d'exil de l'ancien président Aristide kidnappé par des forces spéciales états-uniennes. Quelques jours après le séisme, le philosophe Claude Ribbe posait déjà la question que beaucoup se posent aujourd'hui depuis le retour controversé en Haiti de l'ex «président à vie» Jean-Claude Duvalier: pourquoi Aristide ne rentrerait-il pas chez lui ? Ribbe, familier des allées et venues de ces politiciens et intellectuels de pacotille de l'Hexagone vite rejoints par les intellos haïtiens de service, en a profité pour projeter un éclairage cru sur ces « lamentables insectes [bourgeois et] petit bourgeois» qui avaient voulu saboter les célébrations du bicentenaire de notre indépendance et qui se sont mis de mèche avec l'empire et ses chiens méchants, rompus à toutes les sales besognes, pour en finir avec un gouvernement démocratiquement élu.

Jean-Bertrand Aristide vient d'exprimer son intention de rentrer chez lui après 6 ans d'exil forcé en Afrique du sud, sous la protection de la Caricom et de l'OUA. Des «journalistes», qui me semblent confondre information et propagande raciste, ont immédiatement ressorti les calomnies préparées en 2004 dans les officines de MM. Bush et de Villepin. Sous leur plume, l'enlèvement d'un président démocratiquement élu par les forces spéciales devient une «démission». La déstabilisation et le coup d'Etat organisé par 40 mercenaires pour 2 millions de dollars (dont deux seulement ont été versés par les pingres commanditaires, ce qui a sauvé la vie du président) deviennent une «victoire de l'opposition». M. Eric Bosc, «diplomate» français spécialisé dans les basses-oeuvres, qui vient d'être expulsé de son poste au Togo pour ingérence dans les affaires du pays et qui servait précédemment à Port au Prince dans le rôle peu glorieux de manipulateur de la presse française, pourrait certainement apporter un témoignage intéressant sur le rôle de Paris dans cette sale affaire. Véronique Albanel, née de Villepin, actuellement dame patronnesse à Sciences Po, pourrait également nous éclairer sur la partie qu'elle a jouée, envoyée qu'elle était chez les «nègres» par son frère telle une nouvelle Pauline Bonaparte. Le plus répugnant était certainement Régis Debray, aujourd'hui apôtre de la fraternité et conférencier, pour vendre sa prose nulle et ampoulée, dans les obédiences maçonniques, naguère petit mercenaire chiraquien, chargé de rallier au coup d'Etat les «intellectuels» haïtiens qui allaient accepter de cracher sur leur pays pour quelques misérables contrats d'édition, quelques visas, quelques postes dans l'université française, quelques déjeuners dans l'hôtel particulier de Mme Véronique Rossillon, rue Las Cases à Paris, où se croisait, sous la houlette de l'ambassadeur de France à Port-au-Prince, M. Thierry Burkard, terrorisé par les prétendus «sortilèges vaudous» et les «messes noires», la fine fleur de ces apprentis-comploteurs. Aux côtés de ces gens de peu, on trouvait un



Michèle B. Duvalier connue pour ses dépenses extravagantes et « la longueur de ses doigts », et Dominique de Villepin, ancien Premier ministre français, impliqué dans des scandales de corruption en France. Qui se ressemble s'assemble

Marcel Dorigny, un Jacky Dahomay, «nègre de service» censé représenter la Guadeloupe. Le coup d'Etat a été préparé par M. de Villepin chez Edouard Glissant, en Martinique, lors de la Noël 2003. Glissant, récompensé ensuite par une sinécure, était chargé de mettre en contact les békés de la Martinique dont l'épouse de M. de Villepin faisait partie, avec Aimé Césaire. On redoutait les réactions de ce dernier, mais, du fait de son grand âge, il ne comprit rien à ce qui se passait et donna au coup d'Etat une apparence de bénédiction. Pouah ! Pour les analyses, on se reportera au livre majeur de Peter Hallward : *Damming the Flood* (Versobooks) et à celui de Randall Robinson, «An Unbroken Agony»qui sera bientôt traduit en français. J'ai assisté aux péripéties de ce coup d'Etat qui n 'avait d'autre but que d'éviter la célébration du bicentenaire d'Haïti et d'écarter un homme qui voulait sincèrement sortir son pays de la misère et de la dépendance internationale. Le coup d'Etat de 2004 a fait 50 000 morts. Autant que le tremblement de terre de 2010. M. Aristide, calomnié par ceux qui ont peur de son retour, ne fait à ma connaissance l'objet d'aucune condamnation ni d'aucune procédure. Les lettres de cachet, qui permettaient, sous l'ancien régime en France, de condamner et d'exiler sans jugement ont été abolies en 1789. Jean-Bertrand Aristide, comme tout citoyen haïtien, a le droit de rentrer chez lui si bon lui semble. S'il a besoin d'une autorisation, il a celle de 9 millions d'Haïtiens. S'il veut apporter son aide à la reconstruction de son pays en arrivant à Port-au-Prince avec un avion chargé de vivres et de médicaments, quoi de choquant ? Et s'il veut continuer à participer à la vie politique de son pays, cela ne peut déranger que ceux qui craignent sa popularité. Je ne pense pas qu'un pays puisse se reconstruire en écartant le parti dominant, en manipulant les élections et en tirant à l'arme automatique, comme on le fait depuis six ans, sur les partisans d'un homme politique. Ces partisans, ce sont les plus pauvres et il est peu probable que les misérables 500 millions de dollars promis, mais non versés, par la «communauté internationale», alors qu'il faudrait au moins 10 milliards pour relever le pays, fassent diminuer leur nombre.

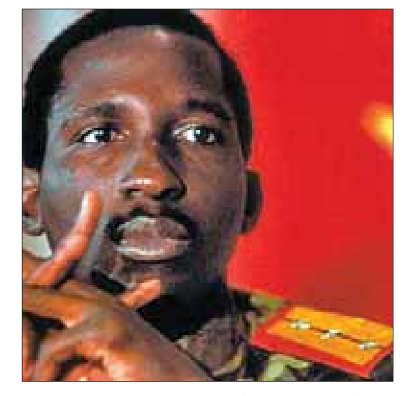
Le Blog de Claude Ribbe, samedi 16 janvier 2010

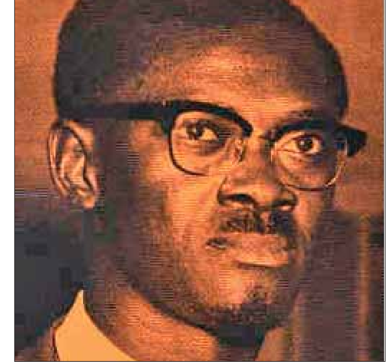
De Tunisie à Haïti : des dictateurs trop peu inquiétés

Par Sophie PERCHELLET, Damien MILLET

Il va de soi que les grands textes internationaux, comme la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme ou le Pacte des droits économiques, sociaux et culturels, doivent être respectés par tous les pays les ayant ratifiés. Pourtant, force est de constater de grandes disparités entre les traitements réservés à des dirigeants comme Zine el-Abidine Ben Ali, Jean-Claude Duvalier, Thomas Sankara ou Patrice Lumumba. Les deux premiers sont des dictateurs reconnus, coupables de détournements de fonds, de corruption et de répression sanglante. Contraint de quitter le pouvoir par une révolte populaire qu'il avait échoué à mater, Ben Ali a fui la Tunisie en s'accaparant d'une tonne et demie d'or. Aujourd'hui, les multiples atteintes contre la liberté du peuple tunisien et la démocratie depuis son accession au pouvoir en 1987 font la une de l'actualité. En 1986, également suite à une révolte du peuple haïtien, Duvalier fils n'a eu d'autre choix que de fuir son pays, Haïti[1], après plus de trois décennies de dictature imposées par sa famille. Avec l'accord des autorités françaises, il a trouvé refuge dans une magnifique demeure qu'il avait acquise sous le rude climat de la Côte d'Azur française. Le montant de sa fortune estimée était supérieur à la dette extérieure de son pays. Il n'a pourtant jamais obtenu la validation de sa demande d'asile, qui a été rejetée en 1992 par le Conseil d'État, faisant de lui un « sans papiers » qui n'a jamais été inquiété par les forces de l'ordre françaises. Il vient de rentrer dans son pays où la justice haïtienne s'intéresse à lui. La justice française ne l'a jamais trop inquiété

Le profil des deux autres est fort différent : Lumumba et Sankara sont des exemples historiques de dirigeants progressistes, luttant farouchement en faveur de leur peuple, contre les intérêts des classes dominantes, qu'elles viennent de l'intérieur ou de l'extérieur du pays. Le jour de l'indépendance de son pays, l'ex-Congo belge, le 30 juin 1960, Lumumba prononce un discours passionné devant le roi des Belges qui ne le lui pardonnera pas : « Car cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. » Onze jours plus tard, avec le soutien des puissances occidentales, la province du Katanga fait sécession : la déstabilisation de Lumumba commence. Elle se terminera par son exécution avec la complicité active de militaires belges, le 17 janvier 1961, voici donc quarante ans.





Lumumba et Sankara sont des exemples historiques de dirigeants progressistes, luttant farouchement en faveur de leur peuple, contre les intérêts des classes dominantes

Pour sa part, Thomas Sankara[2], président du Burkina Faso, s'est également fait remarquer par un discours remarquable à Addis Abeba le 29 juillet 1987 : « La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également. [ ] Nous ne pouvons pas accepter leur morale. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle de dignité. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle du mérite de ceux qui paient et de perte de confiance vis-à-vis de ceux qui ne paieraient pas. Nous devons au contraire dire que c'est normal aujourd'hui que l'on préfère reconnaître que les plus grands voleurs sont les plus riches. [ ] Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. Ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence ! Par contre, avec le soutien de tous, dont j'ai grand besoin, nous pourrons éviter de payer. Et en évitant de payer nous pourrons consacrer nos maigres ressources à notre développement. »

Effectivement, il n'était pas à la conférence suivante : le 15 octobre 1987, avec la complicité des autorités françaises, des hommes de main de Blaise Compaoré l'exécutaient. Depuis 1987, Blaise Compaoré est président du Burkina Faso et symbolise à merveille les relations mafieuses entre la France et l'Afrique. Comme Duvalier avant 1986, comme Ben Ali avant le 14 janvier 2011, Compaoré est soutenu par la France. Il a d'ailleurs été reçu discrètement à Paris les 17 et 18 janvier dernier. Dans nombre de pays dont les peuples subissent une dictature évidente (Tunisie hier, tant d'autres aujourd'hui encore), les dirigeants européens, notamment français, se réjouissent de l'action de ces pouvoirs autoritaires qui servent leurs intérêts en piétinant les droits de leur peuple.

Cela fait maintenant six ans que la Convention des Nations unies contre la corruption est entrée en vigueur. Elle a fait de la restitution des biens mal acquis aux pays spoliés un principe fondamental du droit international. Pourtant, une infime partie des centaines de milliards de dollars volés par des dirigeants corrompus de par le monde a été restituée. Des institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale [3] ont, dans l'histoire récente, financé nombre de dictatures à travers le monde, de l'Afrique du Sud de l'apartheid au Chili du général Pinochet, en passant par l'Indonésie de Suharto ou le Zaïre de Mobutu. Elles ont ainsi participé directement à la légitimation de fortunes gigantesques, basées sur le pillage des ressources naturelles. En imposant la libéralisation des capitaux et l'ouverture des économies, elles ont facilité le transfert de sommes importantes depuis le Sud vers des paradis fiscaux et judiciaires.

Dans ce jeu dangereux, il ne suffit pas de pointer du doigt quelques dirigeants du Sud : il faut dénoncer la complaisance occidentale des grands dirigeants et des milieux financiers qui bloquent toute enquête sérieuse sur le sujet. Car si aujourd'hui des dictateurs profitent de leurs crimes en toute impunité, c'est parce que la volonté politique pour faire exercer la justice n'existe pas.

Les pays prétendument démocratiques ne doivent pas soutenir, ni même tolérer, des gouvernements dictatoriaux et corrompus. Pourtant les exemples de telles compromissions ne manquent pas, notamment au sein des anciennes colonies françaises. Pendant ce temps, les peuples remboursent une dette qui est le symbole visible de la soumission de leur pays aux intérêts des grandes puissances capitalistes et des sociétés multinationales. Il est grand temps de poser les bases d'une logique politique, économique et financière radicalement différente, centrée sur le respect des droits fondamentaux. Il est grand temps que ceux qui ont conduit le monde dans l'impasse actuelle rendent des comptes en justice.

*Damien Millet est porte-parole, Sophie Perchellet est vice-présidente du CADTM France (www.cadtm.org).

Notes

[1] Voir Sophie Perchellet, Haïti : entre colonisation, dette et domination. Deux siècles de lutte pour la liberté, CADTM-PAPDA, 2010.

[2] Voir Damien Millet, L'Afrique sans dette, CADTM-Syllepse, 2005.

[3] Voir Eric Toussaint, Banque mondiale : le coup d'Etat permanent, CADTM-Syllepse-Cetim, 2006.

CADTM 26 janvier 2011

Jean-Claude Duvalier et la problématique du Retour



Les zélés partisans du duvaliérisme que l'on croyait relégués à jamais au Musée de l'Horreur refont surface au grand jour. Louis-Jodel Chamblain, ancien numéro 2 du FRAPH, fait la une dans les journaux à coté de Baby Doc

Un quart de siècle après son départ précipité vers la France, l'ancien dictateur haïtien Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier est revenu sans tambour ni trompette sur le lieu du crime. C'était comme si Adolf Hitler était encore vivant et était soudainement réapparu à l'aéroport de Berlin, a commenté l'historien Georges Michel dans les colonnes de Time Magazine. À en croire Véronique Roy, « la nouvelle femme fatale » du dictateur déchu, la venue de Baby Doc aurait plutôt un caractère humanitaire : « Il voulait venir voir ses parents, ses amis, ses sympathisants qui étaient dans la souffrance.» Avec ce retour inattendu, la terre d'Haïti risque de connaître cette année un séisme politique aux conséquences incalculables.

C'est un Duvalier affaibli et prématurément vieilli par l'indigence et les affres de l'exil qui est revenu sur l'arène politique bouleversée de « l'amère patrie. » Agé aujourd'hui de 59 ans, Baby Doc ne semble pas avoir mentalement beaucoup évolué pendant son long séjour dans la « Ville-Lumière.» Comme au bon vieux temps de la dictature, il évite tout échange spontané avec la presse. « Je suis venu pour aider. » Telle a été l'unique et laconique déclaration de Duvalier à l'aéroport international Toussaint Louverture qu'il a appelé dans un lapsus « aéroport François Duvalier. » Au cours de sa première conférence de presse, dans sa luxueuse résidence de Montagne Noire, Jean-Claude Duvalier a évidemment refusé de répondre aux questions des journalistes. Il s'est contenté de lire doctement une déclaration cousue de fil blanc où il était question de « sympathie » de « réconciliation nationale» et de « renaissance.»

Le visage hagard et les yeux fuyants, Baby Doc n'a probablement pas compris au départ le caractère hasardeux de ce retour dans un contexte politique extrêmement explosif. Dépouillé de son passeport périmé, il lui faudra maintenant « nager pour sortir » du pétrin. Il y aura, bien sûr, les éternels masochistes pour s'empresser de « pardonner » et d'essayer d'arrêter ainsi la roue de la Justice. Le pardon, c'est très beau et très gentil. Cependant, les crimes du Duvaliérisme vont au delà du pardon individuel pour prendre une dimension humanitaire et

Suite à la page (15)

Le Martí de notre Amérique !

Le 28 janvier 1853 est né dans une petite maison de la rue Paula, au coeur de La Havane, José Martí, un homme indispensable pour cette Amérique nôtre, de ceux qui, de l'avis de Bertolt Brecht, ne luttent pas seulement un jour, ou un an, ou encore dix mais qui luttent toute la vie et qui le font même après la mort physique, qui est, en définitive, la moins importante des morts.

Comme ceux de son espèce, il n'appartient pas à un moment, à un siècle et même pas à une époque. Comme il a été dit à plusieurs reprises, Martí a été, au 19è siècle, l'homme nouveau dont le Che rêvait pour le 21è siècle.

Il y a cependant des traits de son caractère qui expliquent sa personnalité dont sa loyauté inébranlable, la noblesse sans limites dont il a toujours fait preuve, aussi difficiles qu'aient été les circonstances.

Dans l'année 1878 il vivait au Guatemala où il gagnait à peine pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa femme, qui était enceinte. Il travaillait comme instituteur à l'École Normale, dirigée par un compatriote et ami, José Maria Izaguirre.

Des envies et des jalousies ont été à la base du licenciement injuste de José Maria Izaguirre. La réponse de Martí a été radicale. Tout en sachant que cela impliquait de grosses difficultés pour sa famille, il a présenté sa démission, pour se solidariser avec l'ami qui lui avait tendu la main.

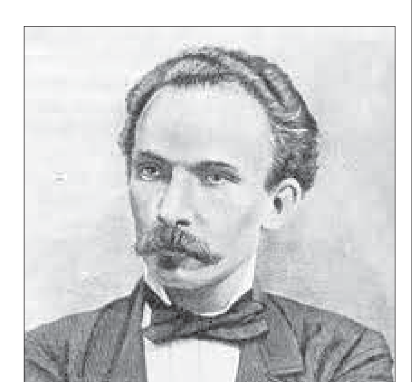
Peu après, il a dû quitter le pays avec sa femme. Ils ont traversé des terrains arides en mulet pour se rendre au Honduras, où des amis les ont conduit jusqu'à la côte atlantique, d'où ils sont partis pour Cuba.

Tel est le caractère de l'homme qui en 1891 a écrit le texte Nuestra América, Notre Amérique où il a tracé un programme d'action et marqué le chemin du seul futur de ces peuples, s'ils voulaient continuer de l'être.

C'est un document qui doit être étudié en permanence, qui est plein de vérités dites sans ambages.

Depuis les premières lignes il souligne « *ce qui reste de village en Amérique doit se réveiller, car ce ne sont pas des temps pour se coucher, le foulard à la tête, mais avec les armes comme oreiller* ».

Celui qui n'a fait aucune concession, qui a tout laissé sur le bord du chemin, la jeunesse, les parents, les soeurs, la femme et le fils pour poursuivre sa mission, déclare avec toute



José Martí

l'autorité morale : « *Ceux qui n'ont pas foi dans leurs pays, sont des hommes nés à sept mois. Puisqu'ils manquent de courage, ils le nient aux autres*".

" *De quelle patrie*- dit celui qui a transformé l'Humanité tout entière en sa Patrie- *peut un homme se sentir fier, si ce n'est de nos républiques endolories d'Amérique, bâties parmi les masses muettes d'indiens* ? "

Ce n'est pas un texte pour plaire. C'est un appel urgent à préserver nos racines, qui conserve toute son actualité dès nos jours : "*Nous étions un masque, avec les culottes d'Angleterre, le gilet parisien, la veste de l'Amérique du Nord et le bonnet d'Espagne. L'Indien, muet, faisait des tours autour de nous, il s'en allait à la montagne, au sommet de la montagne, pour baptiser ses enfants. Le Noir, chantait la nuit, la musique de son coeur, seul et méconnu entre les vagues et les fauves* "

Martí non seulement confronte dans ce texte, il marque le chemin: Les jeunes "*Les jeunes de l'Amérique, retroussent les manches de leurs chemises, plongent les mains dans la pâte qu'ils font lever avec la levure de leur sueur. Ils comprennent qu'on imite trop et que la solution est de créer. Créer est le mot d'ordre de cette génération. Le vin, de banane et s'il est amer, c'est notre vin!*"

Comme si elles avaient été écrites aujourd'hui même, les derniers mots de Notre Amérique pourraient être gravées avec du feu sur la conscience des hommes: "*du fleuve Bravo, jusqu'au détroit de Magallanes, assis sur le dos du condor, le Grand Semí a semé par les nations romantiques du continent et pour les îles endolories de la mer, la graine de la nouvelle Amérique!*"

Cuba Sí Lorraine (CSL)
29 janvier 2011

7 février ou 14 mai 2011, Préval joue la prison ou l'exil

Suite de la page (7)

commun de la manière dont il a remercié cette cohorte de va-nu-pieds qui, cinq années plus tard, ne comprend toujours pas cette ingratitude à son égard.

Nous ne parlons même pas des promesses qui n'ont pas été tenues. Des promesses ! Lesquelles, aurait-on demandé? Car, la particularité de M. Préval c'est de bénéficier des conjonctures plus que favorables pour se faire élire à la présidence de la République aux nez et à la barbe des femmes et d'hommes ayant, pourtant, une vision beaucoup plus claire de ce qu'est la gouvernance d'un Etat. Curieusement, c'est cette atmosphère qu'il voulait exploiter ou créer pour se maintenir au pouvoir à travers son ami Jude Célestin. Le Président a tout manigancé que ce soit sur le plan constitutionnel ou politique.

Il a d'abord rêvé à sa propre succession, en tentant de faire amender la Constitution avec la mise en place d'une Commission à cet effet. Mais suite à l'échec de cette option, c'est par des manœuvres politiciennes qu'il allait tenter de rester maître du pays quitte à prendre tous les risques même ceux qui peuvent le conduire aujourd'hui en exil à tout moment. Dès qu'il s'est aperçu qu'il était encore vivant en s'échappant miraculeusement de la mort lors du terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010, le Président Préval s'emploie à créer les conditions, selon lui, lui permettant de garder le pouvoir le plus longtemps possible.

Pendant que les sinistrés se débattent comme ils peuvent avec le soutien des ONG, le chef de l'Etat, au lieu de prendre des mesures radicales afin d'apaiser la souffrance de cette population traumatisée et meurtrie, a obtenu, dans les conditions que l'on sait, la prorogation de son mandat jusqu'au 14 mai 2011, date de son investiture en 2006. Ceci, par une loi votée à la lumière des bougies par un Parlement croupion et, comme une prémonition, dans une ancienne caserne militaire, aujourd'hui l'Académie de police transformée en Parlement après l'effondrement de l'Assemblée nationale suite à la catastrophe.

C'était le premier signe tangible qui laissait croire que le Président Préval n'avait pas l'intention de partir et, si nécessaire, il fera tout pour garder la haute main sur l'appareil de l'Etat le plus longtemps possible si on lui laisse le choix. Toutes les contestations ont été vaines. Dans le bras de fer qui l'oppose aujourd'hui avec la population et, particulièrement, avec le Collectif des candidats réclamant son départ le 7 février prochain du Palais national, il brandit cette loi comme un sésame justifiant son refus de partir avant le 14 mai 2011. Avant cette loi bidon, il y eut la création du « fourre-tout » qu'on appel Inité, son parti politique qui devait garantir sa pérennité au pouvoir avec Jude Célestin en successeur, à la manière d'un François Duvalier par le biais de son fiston Jean-Claude. Mais l'ambition, l'appétit et le goût du Président Préval pour le pouvoir le rendaient aveugle, sourd et amnésique.

Aveugle, parce qu'il ne voit pas que tout s'effondre autour de lui et que le pays lui-même qu'il prétend diriger n'est qu'un amas de décombres avec des centaines de milliers de ses compatriotes encore ensevelis. Sans compter les milliers de sinistrés toujours sous les tentes de fortune, ressemblant au décor d'un film d'épouvante, qui s'installent juste en face des ruines de son Palais, lui aussi toujours méconnaissable, mal en point depuis ce tristement célèbre 12 janvier 2010. Sourd, aux cris d'un pays plongé dans la pauvreté la plus abjecte. Pendant qu'une minorité, surtout celle qui l'entoure et qui l'encourage dans sa folie la plus démentielle à tout entreprendre pour rester au pouvoir, il continue à piller les caisses de l'Etat jusqu'au dernier centime. Inutile d'énumérer les noms de ceux qui, depuis ce 14 mai 2006, s'activent à s'enrichir sur le dos de ce pouvoir populaire, devenu autocratique et méchant, vis-à-vis d'une population laissée à l'abandon ou ne qui survit que grâce aux subsides des ONG et de la diaspora. En Haïti, ces rapaces sont connus sous le nom de « Club de Bourdon ».

Malheureusement, ce groupe de la société civile n'est pas le seul autour du Président Préval à profiter des avantages du pouvoir sans rien donner en retour à la population encore moins de travailler pour sortir Haïti de l'impasse dans laquelle elle est enfoncée depuis des lustres. Il y a un tas de politiciens véreux, sans scrupules, des soi-disant sénateurs, députés et autres conseillers de tout genre, pour qui, une seule chose compte : le profit personnel. Le développement du pays ne les intéresse point, le soulagement de la misère de la population n'est qu'un vain mot. Alors, ils s'enrichissent et profitent, pendant qu'il est encore temps, des bienfaits et des privilèges du pouvoir. Qu'importe le sort du locataire du Palais à sa chute, l'essentiel est de gagner du temps et de ramasser un maximum : voitures, maisons, devises, etc.

Enfin, Amnésique. La soif du pouvoir fait que le Président perd la mémoire. Il ne connaît ou ne reconnaît plus ses anciens amis. Ceux avec qui, il forgea des plans pour une Haïti meilleure. Ou même ceux qui l'ont sorti de sa boulangerie pour devenir homme politique, voire chef d'Etat. Et même d'autres qui l'avaient encouragé à briguer un second mandat dans la foulée du chaos qui régnait entre 2004 et 2006. L'homme n'a plus de mémoire ou sa rencontre avec l'autre monde, celui de la bourgeoisie, lui a peut-être fait découvrir sa véritable identité. Son rang social dans la société haïtienne. D'où un certain mépris pour tous ceux qui se réclament du peuple, de la masse populaire. D'où sa haine aujourd'hui pour l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide.

D'où son divorce d'avec son ami de trente ans, l'ex-Premier ministre, Jacques Edouard Alexis. Divorce restant encore aujourd'hui inexpliqué tant le cynisme et la méchanceté du geste reste une énigme. Amnésique à un point tel qu'il a préféré tout perdre au lieu de favoriser la candidature à la présidence de la République de son ex-chef de gouvernement. C'est un fait. Tout le monde en Haïti et même au sein de la Communauté internationale reconnaît que le torpillage de la candidature de M. Alexis par le chef de l'Etat a en grande partie conduit à ce cafouillage et la crise postélectorale que nous connaissons actuellement en Haïti.

Et, au point où l'on en est, ni le retrait forcé du protégé du pouvoir, Jude Célestin, ni l'élection de Mirlande Manigat ou de Michel Martelly (Sweet Micky) dans un second tour qui s'annonce problématique ne rendront crédibles un processus et un scrutin déjà vilipendés et décriés par tous, sans exception. L'ironie de l'histoire, le Président René Préval, à force de manigancer pour barrer la route à la candidature de M. Jacques Edouard Alexis, s'est retrouvé aujourd'hui sans aucune garantie de pouvoir rester dans le pays, puisqu'il n'est pas à l'abri d'un mauvais coup (prison ou l'exil) après l'élection de l'un ou l'autre des deux candidats retenus pour la finale, lors de l'hypothétique deuxième tour annoncé pour le 20 mars prochain.

En tout cas, selon toute vraisemblance et comme nous l'avons toujours dit, Jude Célestin n'avait aucune chance de remporter ce scrutin même avec tous les efforts d'un Conseil Electoral Provisoire (CEP) toute à sa dévotion. En conclusion, le Président René Préval sait que, depuis le fameux dimanche 28 novembre 2010 et la non acceptation de la mascarade organisée en guise d'élections, par les candidats, la population et la Communauté internationale, il joue la prison ou l'exil. Et que ses arrières en Haïti après le 7 février ou le 14 mai 2011 sont loin d'être assurées. En voulant tout avoir et tout contrôler ce qui devait arriver arrivera : il va tout perdre. Une leçon à méditer.

continued from p(9)

An article in the Jan. 22 French-language Quebec daily *Le Devoir* was headlined, "*Canada is no friend of Haiti.*" Quoting Joseph, it read: "*Canada understands democratic values, so why is it supporting a government in Haiti that does respect support the constitution.*"

In the article, Joseph condemned the Nov. 28 election, calling for its cancellation and encouraging Duvalier regime victims to contact his office with their testimony in order to help the BAI build a legal case against Duvalier for human rights crimes.

Joseph was interviewed by the newspaper in preparation for the article. He also met with reporters at *La Presse*, the largest circulation French-language newspaper in the Americas.

In an interview published on the weekly web journal of the influential Quebec print monthly, *l'Aut'Journal*, Joseph criticized the failure of members of the Canadian Parliament to advocate for justice and democracy in Haiti.

"*In the US, a group of 45 members of Congress have condemned the fraudulent elections held in Haiti on Nov. 28. In Canada, it seems that all parliamentarians - including the Bloc Québécois and the NDP- have basically accepted the framework of the first round of the Haitian elections,*" he said.

He said that René Préval's presidency should not be extended beyond the end of its mandate on Feb. 7. A provisional government should be formed according to the terms of Haiti's constitution. One of its tasks would be to organize a free and fair election.

Joseph appeared on Canada's French-language national broadcaster with two of its most well-known hosts, Michel Désautels and news anchor Anne-Marie Dussault. In the interviews, Joseph discussed the work of the BAI and the case against Duvalier. He argued that Duvalier's surprise arrival in Haiti demands prompt action by justice officials to prosecute him. He also observed that Duvalier's case is conveniently serving as a distraction from the deeper issues of fraudulent elections and a failed reconstruction plan.

The weekly *Guide to North Montreal*, published in the heart of the city's 80,000 strong Haitian community, reported in its print edition on the Jan. 24 public forum in Montreal where Joseph and Dol outlined Haiti's dire situation and the critical aid and reconstruction needs that are not being met. One hundred people attended the forum.

The two spoke at Kreyòl-language public meetings in Ottawa and Montreal, attended by 100 and 125 people respectively.

On Jan. 21, Joseph spoke to a meeting of 45 lawyers and law students at the provincial court building in Montreal. The meeting was organized by Attorney Daniel Tardiff, a Quebec lawyer who assisted the BAI with legal training for one month following the earthquake. Discussion at the meeting focused on how lawyers in Quebec can support the work of that office as well as other legal aid projects in Haiti.

Joseph gave one example of support that could be offered. The BAI has launched a pilot project with Zanmi Lasante/Partners In Health in three prisons to bring legal representation and health treatment to prisoners. He notes that 80% of prisoners in Haiti are being held in preventive detention, that is, with no charges against them and no opportunity to plead their case before a judge.

"*The project has been a success, and we would like to expand it to more prisons,*" he said.

Building support for SOPUDEP

Ryan Sawatzky is the president of the Sawatzky Family Foundation. For the past three years, it has been an important supporter of the SOPUDEP School, located in Pétionville, a town near Port-au-Prince.

Prior to the earthquake, the school had an enrolment of close to 600 students. It served as an example of what the future public school system in Haiti could look like; it charges no fees to students whose families can't afford to pay. The school was destroyed by the earthquake but it is slowly getting back on its feet, thanks, in part, to international support.

Sawatzky reports: "*Rea met with educators, school boards, newspaper editors and many other people during her visit to Toronto and Orillia. This has opened new doors for funding and other forms of support to the school.*"

Dol spoke to a public forum in Toronto on Jan. 14 attended by 45 people. She also met with editors of the *Toronto Star*, Canada's largest circulation daily newspaper. SOPUDEP has figured among the social organizations that the *Star* has appealed to readers to support following the earthquake. The forum received $2,600 in donations for the school.

On Jan. 21, she spoke to 40 people in a forum organized by the Freire Project at McGill University in Montreal. It is an institute dedicated to critical pedagogy and social justice. A lively discussion took place, focused on how to realize the ideals of education in a country struggling with deep poverty and a major earthquake's fallout.

Fifty human rights groups from around the world, including Mario Joseph and the BAI, have issued a statement urging the Haitian government to investigate and prosecute Jean-Claude Duvalier for human rights crimes. You can read it here: *http://www.canadahaitiaction.ca/content/prosecute-jean-claude-duvalier-statement-50-organizations.*

The French-language article that appeared in L'Aut'Journal on January 27 was the most comprehensive published report on Mario Joseph's visit to Canada. It can be read here: http://www.canadahaitiaction.ca/content/le-canada-tu%C3%A9-la-d%C3%A9mocratie-en-ha%C3%AFti. The English language translation can be read here: http://www.canadahaitiaction.ca/content/haiti-attorney-canada-has-killed-haitian-democracy.

Suite de la page (13)

planétaire. C'est dans cette perspective que des centaines de commentateurs étrangers qui n'ont jamais mis les pieds en Haïti et qui n'ont jamais vécu personnellement la répression politique réclament le jugement de l'ancien dictateur. Comme le disait Aimé Césaire : « Il n'y a pas dans le monde un pauvre type lynché, un pauvre homme torturé en qui je ne sois assassiné et humilié. » On connaît le sort qui a été réservé à l'ex-empereur Bokassa à son retour en République Centre-Africaine après son exil en France. Il fut immédiatement arrêté à sa descente d'avion, jugé et condamné. Plus près de nous, l'ancien homme fort du Pérou, Alberto Fujimori, est en train de purger une peine de 25 ans pour les crimes politiques et financiers perpétrés pendant les dix longues années de son régime de fer.

Jean-Claude Duvalier est revenu en Haïti avec la certitude que le climat d'impunité et d'amnésie sélectives lui permettrait, soit de reprendre le pouvoir, soit de repartir immédiatement vers les cieux très cléments de « l'Afrance. » Une France qui était devenue dans les années 80 la destination favorite des anciens dictateurs du Tiers-Monde. Une France qui a permis à Baby Doc d'échapper à la justice pendant 25 ans et de se gaver en toute quiétude des centaines de millions volés au peuple martyr d'Haïti. Son Excellence M. Didier Lebret, l'ambassadeur français accrédité en Haïti, souhaiterait même que Jean-Claude Duvalier reparte vers sa patrie d'adoption sans être jugé. À l'occasion d'une conférence de presse donnée en sa résidence dans l'après-midi du 19 janvier, il a notamment déclaré à propos de Baby Doc :

• « Qu'il prenne son billet, qu'il rentre en France où il a son appartement… »

• « Il n'a pas besoin d'un passeport pour rentrer en France, parce qu'il a un titre de séjour régulier. Il détient une carte de séjour qu'on lui renouvelle chaque année. Cette carte lui donne la possibilité de travailler chez nous, s'il le désire. Donc, avec la présentation de cette carte de séjour, il peut retourner en France. » (Le Nouvelliste.)

Ce sont-là des déclarations qui se passent de commentaires et qui montrent le peu de cas que l'honorable ambassadeur accorde aux milliers de victimes de la dictature duvaliériste. Ce serait donc, comme le disait si bien le très regretté Maurice Sixto « Une amnistie bien trop encourageante accordée à tous ces destructeurs… à tous ces tyrans de village, à tous ces dictateurs satisfaits confortablement assis sur des milliers de cadavres. » Ce qui est évident, c'est que l'ancien président à vie d'Haïti a fait cette fois un très mauvais calcul politique. Moins de quarante-huit heures après son arrivée à Port-au-Prince, le gouvernement Préval a dû, bon gré mal gré, le traîner en justice et l'inculper de détournement de fonds et d'association de malfaiteurs.

Quel Avenir pour Baby Doc en Haïti ?

« Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde. » Avec le retour de Baby Doc, les partisans de l'Ancien Régime, ont recommencé à prendre du poil de la bête. Ils menacent. Ils gesticulent. Ils essaient d'intimider les victimes pour bloquer les témoignages accablants sur les exactions du Jean-Claudisme. Les zélés partisans du duvaliérisme que l'on croyait relégués à jamais au Musée de l'Horreur refont surface au grand jour. Louis-Jodel Chamblain, ancien numéro 2 du FRAPH, fait la une dans les journaux à coté de Baby Doc. « Nous n'avons rien à cacher et nous n'avons peur de quiconque » a confié Reynold Georges à CNN le 19 janvier dernier.

En fin de compte, le sort de Jean-Claude Duvalier pourrait dépendre grandement de l'issue de la crise électorale qui mine Haïti depuis des mois. « Duvalier est haïtien. Qu'il revienne, c'est la démocratie » a déclaré Michel « Sweet Micky » Martelly, candidat sélectionné par l'OEA pour participer au second tour des élections controversées. Devenu président, il serait prêt, dit-il, à embaucher l'ancien dictateur comme conseiller. De son coté, M. Henri-Robert Sterlin, porte-parole éphémère de l'ancien président à vie a confié que Duvalier se préparait à reconquérir le pouvoir en son propre nom ou à soutenir la candidature de Sweet Micky.

Au moment où un vent de liberté souffle sur la Tunisie et l'Egypte, serions-nous paradoxalement à la veille du rétablissement de l'ancien régime en Haïti ? Avec le refus des « pays amis » d'accepter l'annulation des résultats de la mascarade du 28 novembre, on ne saurait écarter une prochaine restauration du Duvaliérisme par la voie des urnes. La Communauté Internationale s'est engagée dans une aventure politique sans lendemain en réclamant à cor et à cri la poursuite d'un processus électoral entaché de fraudes et de grossières irrégularités. Aucun gouvernement issu de ces élections bidon n'aura la crédibilité, la légitimité ou le support populaire pour faire face aux impératifs économiques, sociaux et politiques du pays haïtien. Au contraire, on risque de sombrer à nouveau dans le cercle vicieux et infernal de la contestation permanente et de l'explosion sociale.

Castro Desroches

Le Rwanda envoie des troupes en Haïti

Le lundi 31 janvier 2011, 160 policiers et policières rwandais ont laissé ce pays de l'Afrique Centrale, pour rejoindre la Mission des Nations Unies pour la Stabilité en Haïti, MINUSTAH.

Le groupe de 160 agents identifié sous l'appellation « Formed Police Unit » (FPU), sera basé dans la Grande Anse, plus particulièrement à Jérémie. « *Vous êtes reconnus par votre professionnalisme. Je vous exhorte à maintenir un nouvel exemple de discipline et d'engagement dans les 12 mois de votre séjour en Haïti* », a souhaité au groupe, le commissaire général de la Police Nationale du Rwanda, Emmanuel Gasana, tout en leur rappelant qu'ils sont les ambassadeurs de fierté de leur pays dans ce pays étranger. Dans le cadre de la présence du Rwanda dans la MINUSTAH, 41 agents hauts cadres, qui sont des conseillers étaient déjà présents en Haïti.

Un étudiant victime de l'insécurité

Le soir du vendredi 28 janvier dernier, au Champ de Mars, centre ville, un étudiant de l'Université d'Etat d'Hait (UEH), appartenu à la faculté d'Ethnologie, Ricardo Valcin, a été grièvement blessé par balles, venant des voyous armés. La victime qui a été opérée en urgence dans un centre hospitalier à Port-au-Prince, est atteinte à l'abdomen. L'incident s'était produit au moment où Valcin achetait des minutes pour recharger son téléphone, quand les bandits faisant irruption lui ont tiré dessus à bout portant, puis l'ont dépouillé de ses effets personnels.

Grave accident sur la route de Tabarre, 4 morts, plusieurs blessés

Par Jackson Rateau

Dans la soirée du jeudi 27 janvier dernier, dans le quartier de Claircine 14 sur la route de Tabarre, un camion dont les freins ont lâché, a heurté de plein fouet plusieurs autres véhicules, faisant 4 morts et plusieurs blessés dont deux élèves. Parmi les 4 victimes mortelles, deux ont rendu l'âme sur le champ, tandis que les deux autres sont décédés dans un centre hospitalier à Port-Au-Prince où ils recevaient des soins.

Il est temps que les instances haïtiennes de transport et de police routière, s'occupant de la circulation des véhicules, repensent ce domaine en Haïti. Trop de victimes enregistrées chaque semaine dans des accidents de circulation. Serait-ce une façon à bon marché de se débarrasser du trop plein de monde dans le pays ?

Un déporté haïtien mort en prison

Le samedi 29 janvier dernier, un prisonnier haïtien, Wildrick Guerrier, 34 ans, qui faisait partie des 26 premiers expulsés en Haïti par les Etats-Unis, est décédé en prison, suite à des symptômes dus à l'épidémie de choléra.

Selon Michelle Karshan, une représentante du groupe Alternative Chance, qui travaille avec les déportés, la situation d'insalubrité dans les prisons en Haïti a mis les prisonniers à risque. Elle a aussi ajouté qu'un autre déporté, déjà atteint de choléra, souffre terriblement. Wildrick Guerrier qui était inculpé, il y a deux ans, par la justice américaine, a été accusé d'être en possession d'arme illégale, alors qu'il travaillait comme agent de sécurité. Des groupes d'immigrants haïtiens, activistes, ont appelé la Commission Interaméricaine des Droits Humains à intervenir auprès des autorités de l'immigration américaine pour stopper la déportation des haïtiens dans leur pays d'origine, Haïti.

Suite de la page (8) Le pourrissement ......

être associé, était auréolé, sous les Duvalier, de l'imprimatur étatique, s'attribuant la carte blanche de voler et de tuer selon la voracité et le sadisme des adhérents duvaliéristes.

Comme je le dis ailleurs, le fascisme duvaliériste a projeté ses tentacules sur de larges populations : « *Des millions de parents, qui n'ont pas eu de rang, traversaient les faubourgs, les plaines et les montagnes dans le fol espoir vain de trouver du pain, ou simplement de la tranquillité. Sur nos pas débiles marchaient des légions de Macoutes, le terrible nom de guerre de ceux qui, par la peur, par le vol, par l'épée, gouvernaient Haïti. Nous pleurions de douleur et d'indignation quand nous voyions nos sœurs, nos femmes et nos filles vendre la séduction au marché de la prostitution pour seulement pouvoir vivre comme une personne humaine* ! » *

Front anti-duvaliériste et anti-fasciste

Haïti vit aujourd'hui dans une crise multiforme où elle a besoin des énergies positives de son peuple, de ses leaders, de ses amis ; la provocation réactionnaire de JCD est une distraction, ou pire, un dérapage dont le pays ne peut pas se permettre. Il y a possibilité aujourd'hui pour un grand front ou consensus anti-duvaliériste et anti-fasciste qui pourrait se constituer autour d'un gouvernement de salut national. La place de Jean-Claude Duvalier est dans la prison, pour répondre de ses crimes et des malversations de son régime.

Les récentes élections présidentielles et législatives, loin de contribuer à la solution de la crise, ont aggravé les facteurs d'inimitié et de conflit, tandis que le gouvernement en place — à cause à la fois de sa politique pré et post-séisme et de sa collusion avec les menées frauduleuses du CEP —, a perdu toute légitimité.

La demande populaire pour la régularisation des élections ne doit pas être confondue à une adhésion inconditionnelle à tel ou telle candidate(e). En fait, le peuple serait plus satisfait si les actuelles élections sont simplement annulées, replanifiées et ouvertes à tous les partis, y compris le Lavalas de Jean-Bertrand Aristide. La tenue des élections véritablement démocratiques, transparentes et ouvertes à l'observation internationale, contribuera beaucoup à la relégitimation du processus démocratique en Haïti.

La transparence et l'équité des élections aideraient aussi beaucoup à la légitimation de l'État si elles sont organisées par un gouvernement provisoire de salut national, un gouvernement non contrôlé par la corruption, ni par les forces d'occupation.

-**Tontongi, 21 janvier 2011**

*** Cf. Tontongi « En réfeuilletant l'album » in *Poetica Agwe*, éd. Trilingual Press, 2011.**

Suite de la page (8) Pour un sauvetage ......

politique. Une idée née pour la fin de la misère, de l'insécurité et tous autres maux chroniques dont souffle la nation haïtienne, œuvre de Dessalines et de Pétion.

Aucun discours, aucune palabre ne peut remplacer la vérité. Rien n'est plus éloquent, en effet, que les faits et l'évidence des faits tangibles et indiscutables. Nous sommes, M. le Président de la République, à un carrefour que certains qualifient d'historique après la catastrophe du 12 janvier 2010. C'est un instant suprême de notre vie nationale, auquel, vous êtes le seul à détenir la clé de sortie quand au marasme dans lequel vous avez conduit le pays pendant votre deuxième et dernier quinquennat. Il suffit pour vous M. Préval d'un seul petit mot.

Un mot des plus simples mais qui puisse traduire toute la contrition, la grandeur et la magnanimité de celui qui le prononce en de telle circonstance. Un mot de choix, relatif à un sauvetage national. Un mot de sagesse empreint de patriotisme, de civisme ayant trait à notre glorieuse histoire. Excellence, vous pouvez avoir de bonnes intentions pour la patrie commune, nous n'en disconvenons pas. Vous avez aussi, en maintenant fois, élevé la voix en ce sens pour n'avoir pas été compris.

Mais M. le Président de la République vous avez aussi constaté et reconnu avec courage que sur le plan politique vous n'avez plus rien à gagner. De ce fait, il vous reste sur le plan moral et patriotique beaucoup à sauver. Pour cela, il vous suffit d'un seul et unique geste de dépassement de soi. J'en suis persuadé, M. le Président que l'histoire vous rendra plus grand, plus digne que le commun des chefs d'Etats.

Excellence, je vous encourage et vous convie à ce geste magnanime pour rentrer debout dans l'histoire avec un grand « H ». Ce geste historique, n'est autre que l'annulation des élections du 28 novembre 2010 afin de remettre le pouvoir à un gouvernement provisoire le 7 février prochain. Un gouvernement capable d'organiser de nouvelles élections libres et démocratiques. Cela constituerait la meilleure des décisions à prendre pour le déblocage de la crise politique et sociétale de notre pays.

Entre temps, le peuple prendra le temps pour réfléchir et comprendre qu'on ne donne pas le pouvoir à quelqu'un uniquement parce qu'il est populaire mais surtout pour sa capacité à sortir le pays dans l'impasse dans laquelle il se trouve depuis plus de vingt cinq ans, ce qui nous a valu aujourd'hui, le retour surprise et sans condition dans le pays de l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier. Un retour qui risque de compliquer davantage une situation politique déjà chaotique. Alors, il n'est jamais trop tard pour bien faire, Excellence !

Professeur Milien Finéus

Soti nan paj 6

detwi, tout pèp nan lemonn kanpe bò kote l. Solidarite sa a manifeste sou divès fòm: teknisyen ak pwofesyonèl ki kite travay yo pou antre an Ayiti vini pote lamen fòt ; menm jan an tou popilasyon nan peyi sa yo bay ONG imanitè ak ONG devlopman lakay yo lajan pou vini ede pèp la. Nan sans sa a, men kèk egzanp: Oxfam-Angletè resevwa 800 milyon dola vèt, CECI-Kanada jwenn 20 milyon dola vèt, Cordaid-Oland resevwa 150 milyon dola vèt, Yele Ayiti nan Etazini ak Wyclef Jean nan tèt li jwenn 11 milyon dola epi Chaine du Bonheur nan peyi Suis resevwa plis pase 50 milyon dola. Leta nan peyi sa yo, ki konnen ki avantaj yo kapab jwenn nan okazyon sa a, bay lajan tou: peyi Etazini bay nan menm mwa janvye a 3 milya dola meriken; Leta Kanada, Lafrans, Venezwela ak Repiblik Dominiken epi preske tout lòt yo te pote kontribisyon pa yo tou pou faz imanitè a. Epi yo tout fè yon pakèt pwomès lajan nan rankont 31 janvye ki te fèt Nouyòk la pou swadizan ta bay Ayiti 10 milya dola pou rekonstriksyon l.

Ajans koperasyon yo, Leta etranje yo, konpayi k ap vann sèvis lòt bò yo ak ONG èd imanitè nan peyi sa yo, mete ansanm ak gouvènman Preval la epi oligachi k ap sipòte l la pa bay pèp la tan pou leve tèt li pou chèche wout pou l sòti nan sitiyasyon malouk li ye a. Lame dominiken, lame kanadyen, lame fransè ak lame ameriken te gen tan debake pou vini koupe rache nan lajan èd la. Nan 3 milya dola gouvènman ameriken te swadizan bay pou Ayiti, lame ameriken pran 1.2 milya ladann epi USAID pran 1 milya dola. Se apeprè menm jan an lòt lame yo fè. Genyen menm tankou lame kanadyen ki pase isit, pran kòb la epi apre yo pran wout pou Afganistan. ONG etranje èd imanitè yo debake an mas. Yo lakòz pri lokasyon kay ak machin monte byen wo. Pipiti lajan yon depo 100 mèt kare lwe nan moman sa yo se 500 mil goud pa mwa. Pri yo lwe machin pa mwa pase 200 mil a 400 mil goud, sitou sa ki ka itilize pou pote chay epi fè move wout.

Apre tranbleman tè a, lòt depatman ki pat touche yo te fè solidarite pa yo jan yo kapab nan voye chèche viktim yo pou ba yo swen, manje epi pran ka yo. 2 mwa apre evenman yo, popilasyon viktim yo kite fanmi yo ak zanmi yo nan lòt depatman ki pat frape yo pou retounen nan kapital la ak lòt vil ki sinistre yo. Leta ayisyen ak ONG ki espesyalize nan èd imanitè yo pa òganize ankenn sekou nan depatman sa yo epi yo fè kouri bri se sinistre ki nan Pòtoprens, Jakmèl, Leyogàn ak Tigwav sèlman k ap jwenn manje, dlo ak rekonstriksyon kay yo. Nan mwens pase sis mwa apre katastwòf la, ONG etranje yo sou bò pa yo deklare yo depanse plis pase 1.5 milya dola pou bay tant, pwela, manje, dlo ak medikaman. Sou chak pwojè ONG etranje yo jere, yo pran 25 pou san kòm frè jesyon, kidonk yo fè plis pase 300 milyon dola vèt kòm benefis. Jounen jodi a, politik ONG sa yo, nan konplisite ak gouvènman Preval la, se depanse yon lòt 2 milya dola vèt nan fè kay plastik oswa playwoud pou bay sinistre yo rete; benefis la pi gwo toujou. Pouvwa Preval la, nan konfyolo l ak ansyen Prezidan Clinton epi Bank Mondyal atravè Komisyon Rekonstriksyon Ayiti-CIRH, ranje kò yo pou yo kraze, nan ti pwojè rekonstriksyon pèpè nan anviwon yon lane, 5 milya dola vèt. Men pi fò nan lajan sa yo se

Clinton, Preval, Madanm Clinton ak Bellerive epi zanmi yo ki gen gwo biznis isit kou lòt bò dlo ki pare pou manje l. Anplis, yo gen yon latriye teknokrat nan ajans koperasyon yo ak ONG lòt bò dlo kou isit k ap ekri pwojè, fè evalyasyon epi fè rapò pou bay manti sou sak fèt yo.

Koperasyon ak Ayiti a ap fèt an gagòt konsa akòz kalite dirijan ki genyen nan tèt Leta a ak kalite oligachi ekonomik ki pran kontwòl tout gwo biznis nan peyi a.

Koperasyon an tounen yon enstriman enpòtan pou detwi Leta ayisyen nèt epi anvlimen malsite pèp la. Patriyòt ak pwogresis yo, reskonsablite nou nan men nou pou relve diyite nasyon an. An nou mete ansanm pou rive mete kanpe enstriman politik pèp la bezwen an pou liberasyon l epi konstwi Leta Nasyonal Demokratik Popilè a.

Aba okipasyon degize an titèl! Aba eleksyon bidon! Aba pouvwa restavèk Preval la!

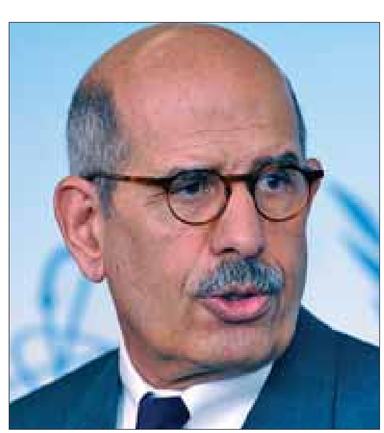
Viv mobilizasyon manch long pou liberasyon pèp la!

SANTINÈL PÈP LA
Desanm 2010

L'Egypte au bord du sang



Le général-président Hosni Moubarak à la porte de sortie



Les médias occidentaux se sont rués autour de Mohamed ElBaradei qu'ils ont désigné comme leader de l'opposition

Par Thierry Meyssan*

Les grands médias se passionnent pour les manifestations en Egypte et prédisent l'avènement de la démocratie à l'occidentale dans tout le Proche-Orient. Thierry Meyssan s'inscrit en faux contre cette interprétation. Selon lui, des forces contradictoires sont en mouvement et leur résultante est dirigée contre l'ordre états-unien dans la région.

Depuis une semaine les médias occidentaux se font l'écho des manifestations qui agitent les grandes villes égyptiennes. Ils établissent un parallèle avec celles qui ont conduit au renversement de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie et évoquent un vent de révolte dans le monde arabe. Toujours selon eux, ce mouvement pourrait s'étendre à la Libye et à la Syrie. Il devrait profiter aux démocrates laïques et non pas aux islamistes, poursuivent-ils, car l'influence des religieux a été surestimée par l'administration Bush et le « régime des mollah » en Iran est un repoussoir. Ainsi s'accomplira le voeux de Barack Obama à l'université du Caire : la démocratie règnera sur le Proche-Orient.

Cette analyse est fausse en tous points.

- D'abord les manifestations ont commencé en Egypte depuis plusieurs mois. Les médias occidentaux n'y faisaient pas attention parce qu'ils pensaient qu'elles ne déboucheraient sur rien. Les Egyptiens n'ont pas été contaminés par les Tunisiens, mais ce sont les Tunisiens qui ont ouvert les yeux des Occidentaux sur ce qui se passe dans cette région.

- Deuxièmement, les Tunisiens se sont révoltés contre un gouvernement et une administration corrompus qui ont mis progressivement toute la société en coupe réglée, privant de tout espoir, des classes sociales toujours plus nombreuses. La révolte égyptienne n'est pas dirigée contre ce mode d'exploitation, mais contre un gouvernement et une administration qui sont tellement occupés à servir des intérêts étrangers qu'ils n'ont plus l'énergie pour répondre aux besoins basiques de leur population. Au cours des dernières années, l'Egypte a connu de nombreuses émeutes, soit contre la collaboration avec le sionisme, soit provoquées par la faim. Ces deux sujets sont intimement liés. Les manifestants évoquent pêle-mêle les accords de Camp David, le blocus de Gaza, les droits de l'Egypte dans les eaux du Nil, la partition du Soudan, la crise du logement, le chômage, l'injustice et la pauvreté.

En outre, la Tunisie était administrée par un régime policier, tandis que l'Egypte l'est par un régime militaire. Je dis ici « administré » "et non pas « gouverné »" car dans les deux cas, il s'agit d'Etats sous tutelle post-coloniale, privés de politique étrangère et de défense indépendante.

Il s'ensuit qu'en Tunisie, l'armée a pu s'interposer entre le Peuple et la police du dictateur, alors qu'en Egypte, le problème se réglera au fusil automatique entre militaires.

Suite à la page (18)

Venezuela : Chavez nationalisera une grande banque espagnole

Le président socialiste du Venezuela Hugo Chavez a annoncé ce mercredi son intention de nationaliser la super-banque hispano-vénézuélienne BBVA-Provincial, qui a enfreint la Constitution en refusant d'accorder des prêts immobiliers à des citoyens mal-logés.

Après avoir entendu les plaintes des mal logés, lui assurant que les responsables du Provincial n'avaient pas voulu les recevoir quand ils ont sollicité une aide financière, M. Chavez a appelé en direct le président de la banque, Pedro Rodriguez Serrano, pour lui demander des explications. Celui-ci a répondu que "sa banque n'était pas à vendre", face à quoi le président a rappelé que la banque n'était pas au-dessus des lois et devait répondre aux demandes de prêts effectuées par les citoyens. *« Si la Banque Provinciale refuse de respecter la Constitution et les décrets présidentiels, je vais nationaliser la banque. Je n'ai aucun problème à le faire. Je paierai ce qu'elle vaut »*, a assuré le président vénézuélien devant des habitants réclamant des logements.

La Constitution vénézuélienne consacre le droit au logement. En outre, un récent décret présidentiel encourage l'accès au logement avec l'aide des secteurs public et privé, notamment pour les quelques 130.000 sinistrés des pluies diluviennes qui ont fait 38 morts fin 2010.



La BBVA-Provincial, avec ses deux millions de clients, est la troisième banque du Venezuela

Il manque au moins deux millions de logements dans ce pays de 28,8 millions d'habitants, selon la chambre vénézuélienne de la construction (CVC) et le gouvernement a lancé pour 2011 de très nombreux chantiers pour offrir rapidement aux secteurs populaires des dizaines de milliers de maisons, avec l'aide de pays comme la Chine ou la Turquie.

La BBVA-Provincial, avec ses deux millions de clients, est la troisième banque du Venezuela, derrière Banesco et Banco Mercantil. Depuis 1997, elle est contrôlée à 55% par le deuxième groupe bancaire espagnol, BBVA. On la soupçonne d'avoir soutenu, avec d'autres grands groupes économiques, le coup d'État du président de FEDECAMARAS (le MEDEF local) contre le président Hugo Chavez (avril 2002), à la suite duquel cette banque espérait retirer de substantiels bénéfices des multiples privatisations prévues.

Dans un communiqué ultérieur à l'appel de Chavez, BBVA-Provincial a semblé s'excuser et a réaffirmé son «engagement en faveur du financement de logements pour les familles vénézuéliennes» et son «attachement total au respect des lois» du pays». Le président de BBVA-Provincial a également promis de chercher «des alternatives satisfaisantes pour toutes les personnes concernées» avec des représentants du gouvernement et des familles plaignantes.

M. Chavez s'en est félicité avant de préciser que le Venezuela avait besoin de 30 milliards de bolivars (5 milliards d'euros) de crédits pour le logement et comptait sur la banque privée pour en financer la moitié.

L'Etat vénézuélien contrôle 25% du secteur bancaire depuis la nationalisation par Hugo Chavez de Banco de Venezuela en 2009 et d'autres établissements, mesures prises pour accélérer le développement du pays et réduire l'impact négatif de la spéculation financière.

Source: La revolución Vive
CSL 28 janvier 2011

Nelson Mandela a rejoint son domicile

Nelson Mandela, a quitté la clinique vendredi après deux jours d'hospitalisation pour une infection respiratoire aiguë, et recevra des soins à domicile, a annoncé le médecin-chef de l'armée nationale."Les médecins l'ont autorisé à quitter la clinique", a déclaré devant la presse Vejaynand Ramlakan, responsable de l'équipe médicale militaire assignée au suivi des chefs de l'Etat en fonction ou passés d'Afrique du Sud.

Vers 13h20 (11h20 GMT), un convoi d'une vingtaine de voitures de police et de véhicules officiels est arrivé à la propriété de M. Mandela, située au coeur d'un quartier tranquille de Johannesburg, selon une correspondante de l'AFP.

Les forces de l'ordre bloquaient les rues alentour et les journalistes n'ont pu voir l'icône de la lutte anti-apartheid.

M. Mandela est "dans un état stable mais fera l'objet d'un suivi attentif", a précisé le médecin-chef, soulignant que la capacité du nonagénaire à se rétablir avait "surpris" le personnel de la clinique de Milpark, située à quelques kilomètres de son domicile.

Aucune information officielle sur son état de santé n'avait filtré depuis l'admission à l'hôpital de M. Mandela mercredi, alimentant les spéculations et les inquiétudes.

L'ancien président "souffre de maladies communes aux personnes de son âge", a relevé M.



Mandela est dans un état stable mais fera l'objet d'un suivi attentif

Ramlakan. Sur ce terrain chronique, "il a récemment développé une infection respiratoire aiguë et a très bien répondu aux traitements."

"Il n'est probablement pas aussi mobile que nous l'aurions souhaité mais son attitude (positive) l'aide à supporter les vicissitudes du grand âge avec beaucoup de grâce", a ajouté le médecin, promettant désormais la publication régulière de bulletins de santé.

Le vice-président du pays, Kgalema Motlanthe, a de son côté exhorté la population à "continuer de prier pour que Madiba soit avec nous pour fêter ses 93 ans (le 18 juillet 2011) et au-delà."

Nelson Mandela a passé 27 ans dans les geôles du régime d'apartheid. Il a gagné le coeur de toute la nation en prônant la réconciliation après sa triomphale élection à l'issue du premier scrutin multiracial en 1994.

Nelson Mandela s'était retiré de la vie politique depuis 2001, deux ans après avoir laissé la présidence à la fin de son mandat. Sa dernière apparition publique remonte à la cérémonie de clôture du Mondial 2010 de football à Johannesburg.

L'Humanité 28 janvier 2011

L'Egypte au bord du sang

Suite de la page (17)

- Troisièmement, si ce qui se passe en Tunisie et en Egypte est un encouragement pour tous les peuples opprimés, ces derniers ne sont pas ceux que les médias occidentaux imaginent. Pour les journalistes, les méchants ce sont les gouvernements qui contestent "ou font semblant de contester" la politique occidentale. Tandis que pour les peuples, les tyrans sont ceux qui, à la fois, les exploitent et les humilient. C'est pourquoi, je ne pense pas que nous allons assister aux mêmes révoltes à Damas. Le gouvernement de Bachar el-Assad est la fierté des Syriens : il s'est rangé du côté de la Résistance et a su préserver ses intérêts nationaux, sans jamais céder aux pressions. Surtout, il a su protéger le pays du sort que lui réservait Washington : soit le chaos à l'irakienne, soit le despotisme religieux à la saoudienne. Certes, il est très contesté dans plusieurs aspects de sa gestion, mais il développe une bourgeoisie et les processus de décision démocratique qui vont avec. Par contre des Etats comme la Jordanie et le Yémen sont instables pour ce qui est du monde arabe, et la contagion peut aussi atteindre l'Afrique noire, le Sénégal par exemple.

- Quatrièmement, les médias occidentaux découvrent tardivement que le danger islamiste est un épouvantail à moineaux. Encore faut-il admettre qu'il a été activé par les Etats-Unis de Clinton et la France de Mitterrand dans les années 90 en Algérie, puis a été gonflé par l'administration Bush consécutivement aux attentats du 11-Septembre, et alimenté par les gouvernements néo-conservateurs européens de Blair, Merkel et de Sarkozy.

Il faut aussi admettre qu'il n'y a rien de commun entre le wahhabisme à la saoudienne et la Révolution islamique de Rouhollah Khomeiny. Les qualifier tous deux d'« islamistes », ce n'est pas simplement absurde, c'est s'interdire de comprendre ce qui se passe.

Les Seoud ont financé, en accord avec les Etats-Unis, des groupes musulmans sectaires, prônant un retour à l'image qu'ils se font de la société du VIIe siècle, au temps du prophète Mahomet. Ils n'ont pas plus d'impact dans le monde arabe que les Amish aux Etats-Unis, avec leurs carrioles à cheval.

La Révolution de Khomeiny ne vise pas à instaurer une société religieuse parfaite, mais à renverser le système de domination mondiale. Elle affirme que l'action politique est un moyen pour l'homme de se sacrifier et de se transcender, et par conséquent que l'on peut trouver dans l'islam l'énergie nécessaire au changement.

Les peuples du Proche-Orient ne veulent pas remplacer les dictatures policières ou militaires qui les écrasent par des dictatures religieuses. Il n'y a pas de danger islamiste. Simultanément, l'idéal révolutionnaire islamique qui a déjà produit le Hezbollah dans la communauté chiite libanaise, influence désormais le Hamas dans la communauté sunnite palestinienne. Il peut tout à fait jouer un rôle dans les mouvements en cours, et il en joue déjà un en Egypte.

- Cinquièmement, n'en déplaise à certains observateurs, même si nous assistons à un retour de la question sociale, ce mouvement ne peut être réduit à une simple lutte des classes. Bien sûr, les classes dominantes craignent les révolutions populaires, mais les choses sont plus compliquées. Ainsi, sans surprise, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a téléphoné au président Obama pour lui demander de stopper ce désordre en Egypte et de protéger les gouvernements en place dans la région, le sien en priorité. Mais ce même roi Abdallah vient de favoriser un changement de régime au Liban par la voie démocratique. Il a abandonné le milliardaire libano-saoudien Saad Hariri et a aidé la coalition du 8-Mars, Hezbollah compris, à lui substituer comme Premier ministre un autre milliardaire libano-saoudien Najib Mikati. Hariri avait été élu par des députés représentant 45 % de l'électorat, tandis que Mikati vient d'être élu par des parlementaires représentant 70 % de l'électorat. Hariri était inféodé à Paris et Washington, Mikati annonce une politique de soutien à la Résistance nationale. La question de la lutte contre le projet sioniste est actuellement surdéterminante par rapport aux intérêts de classe. En outre, plus que la répartition des richesses, les manifestants mettent en cause le système capitaliste pseudo-libéral imposé par les sionistes.

- Sixièmement, si nous revenons au cas égyptien, les médias occidentaux se sont rués autour de Mohamed ElBaradei qu'ils ont désigné comme leader de l'opposition. C'est risible. M. ElBaradei est une personnalité agréablement connue en Europe, car il a résisté quelque temps à l'administration Bush, sans s'y opposer complètement. Il incarne donc la bonne conscience européenne face à l'Irak, qui était opposé à la guerre et a fini par soutenir l'occupation. Cependant, objectivement, M. ElBaradei c'est l'eau tiède qui a reçu le Prix Nobel de la Paix pour que Hans Blix ne l'ait pas. C'est surtout une personnalité sans aucun écho dans son propre pays. Il n'existe politiquement que parce que les Frères musulmans en ont fait leur porte-parole dans les médias occidentaux.

Les Etats-Unis ont fabriqué des opposants plus représentatifs, comme Ayman Nour, que l'on ne tardera pas à sortir du chapeau, même si ses positions en faveur du pseudo-libéralisme économique le disqualifient au regard de la crise sociale que traverse le pays.

Quoiqu'il en soit, dans la réalité, il n'existe que deux organisations de masse, implantées dans la population, qui s'opposent de longue date à la politique actuelle : les Frères musulmans d'une part et l'Eglise chrétienne copte d'autre part (même si S. B. Chenoudda III distingue la politique sioniste de Moubarak qu'il combat, du rais avec lequel il compose). Ce point a échappé aux médias occidentaux parce qu'ils ont fait récemment croire au public que les Coptes étaient persécutés par les musulmans quant ils l'étaient par la dictature de Moubarak.

Une parenthèse est ici utile : Hosni Moubarak vient de nommer Omar Souleiman comme vice-président. C'est un geste clair qui vise à rendre plus difficile son éventuelle élimination physique par les Etats-Unis. Moubarak est devenu président parce qu'il avait été désigné vice-président et que les Etats-Unis ont fait assassiner le président Anouar el-Sadate par le groupe d'Ayman al-Zawahri. Il a donc toujours refusé jusqu'à présent de prendre un vice-président par crainte de se faire assassiner à son tour. En désignant le général Souleiman, il choisit un de ses complices avec qui il a trempé les mains dans le sang de Sadate. Désormais, pour prendre le pouvoir, il ne faudra pas seulement tuer le président, il faudra aussi exécuter son vice-président. Or, Omar Souleiman est le principal artisan de la collaboration avec Israël, Washington et Londres vont donc le protéger comme la prunelle de leurs yeux.

De plus, Souleiman peut s'appuyer sur Tsahal contre la Maison-Blanche. Il a d'ores et déjà fait venir des tireurs d'élite et du matériel israéliens qui sont prêts à tuer les meneurs dans la foule.

-Septièmement, la situation actuelle dévoile les contradictions de l'administration US. Barack Obama a tendu la main aux musulmans et appelé à la démocratie lors de son discours à l'université du Caire. Toutefois aujourd'hui, il mettra tout en oeuvre pour empêcher des élections démocratiques en Egypte. S'il peut s'accommoder d'un gouvernement légitime en Tunisie, il ne le peut pas en Egypte. Des élections profiteraient aux Frères musulmans et aux Coptes. Elles désigneraient un gouvernement qui ouvrirait la frontière de Gaza et libérerait le million de personnes qui y sont enfermées. Les Palestiniens, soutenus par leurs voisins, le Liban, la Syrie et l'Egypte, renverseraient alors le joug sioniste.

Ici, il faut signaler qu'au cours des deux dernières années, des stratèges israéliens ont envisagé un coup tordu. Considérant que l'Egypte est une bombe sociale, que la révolution y est inévitable et imminente, ils ont envisagé de favoriser un coup d'Etat militaire au profit d'un officier ambitieux et incompétent. Ce dernier aurait alors lancé une guerre contre Israël et échoué. Tel-Aviv aurait ainsi pu retrouver son prestige militaire et récupérer le mont Sinaï et ses richesses naturelles. On sait que Washington est résolument opposé à ce scénario, trop difficile à maîtriser.

En définitive, l'Empire anglo-saxon reste arrimé aux principes qu'il a fixé en 1945 : il est favorable aux démocraties qui font « le bon choix » (celui de la servilité), il est opposé aux peuples qui font « le mauvais » (celui de l'indépendance).

Par conséquent, s'ils le jugent nécessaire, Washington et Londres soutiendront sans état d'âme un bain de sang en Egypte, pourvu que le militaire qui l'emporte sur les autres s'engage à pérenniser le statu quo international.

Réseau Voltaire 31 janvier 2011

Les lavalassiens

Suite de la page (4)

d'envoyer des troupes en Haïti à un certain moment. Une autre rencontre s'était tenue entre les représentants Etats-Unis et brésiliens, dans laquelle les Etats-Unis demandaient aux occupants de la Minustah, et plus précisément au haut commandement brésilien de faire des interventions musclées à Cité Soleil, le bastion des partisans d'Aristide.

Les responsables brésiliens voyaient les choses autrement, mais ils se sont entendus avec les Etats-Unis pour maintenir Aristide en exil en Afrique du Sud. Refusant de céder aux pressions du gouvernement des Etats-Unis en vue de mener une autre raid sur le bidonville, le général Augusto Heleno Ribeiro, chef de la mission, a été vite remplacé par le général Urano Texeira da Matta Bacellar. En Janvier 2006, ce dernier a été retrouvé mort dans sa chambre de l'Hôtel Montana avec une balle à la tête, après avoir opposé lui aussi une résistance farouche à l'idée d'attaquer à nouveau Cité Soleil.

En dépit de toutes les manœuvres machiavéliques et les complots ourdis par les Etats-Unis, la France, les forces de l'ONU en Haïti, La Minustah et René Préval pour déstabiliser l'organisation politique Fanmi Lavalas et maintenir son représentant, Jean Bertrand Aristide en exil, la majorité des Haïtiens qui restent toujours attachés à l'idéal du 16 décembre 1990 : Justice, transparence et paix, attendent impatiemment le retour d'Aristide pour les aider à concrétiser ce rêve. A un moment où la première République noire indépendante depuis plus de 200 ans, vit sous la botte et les diktats des grandes puissances impérialistes, l'urgence de la reconstruction du pays, l'instauration d'un état démocratique, la présence du docteur Aristide en Haïti demeurent un impératif.

Par ailleurs, les ministres de l'Intérieur Gabriel Bien Aimé et des Affaires étrangères Marie Michèle Rey ont fait part aujourd'hui de la détermination du gouvernement Préval-Bellerive qui joue sa dernière carte au pouvoir d'enclencher une procédure pour la délivrance d'un passeport diplomatique à l'ancien président Jean-Bertrand Aristide du parti Fanmi lavalas, juste après que les avocats d'Aristide leur auraient transmis hier lundi la requête.

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

On ne peut se pencher sur le rapport entre les sens et la création artistiques, sous toutes ses formes, sans tenir compte de ce qui s'est passé en Occident. Parce que la réflexion théorique qui accompagne tout au long de son histoire, l'art occidental sur le chemin de son autonomie est placée tout entière sous le signe du platonisme. Le platonisme est donc l'héritage qui fait autorité, à partir de et contre lequel l'expérience esthétique s'est développée à travers l'histoire de la culture européenne. Est-ce pourquoi nous avions pensé, à ce niveau de notre parcours, à esquisser ici l'historique de cette évolution.

Mon propos n'est pas de soutenir que la création artistique ne peut exister en dehors de l'esthétique. Ce serait une erreur, voire une faute d'avancer une pareille assertion, quand nous savons que l'homme de la préhistoire n'a pas attendu l'invention de l'esthétique par Baumgarten en 1850 pour réaliser ses sculptures et ses peintures pariétales. Je tombe d'admiration devant eux comme devant ces artistes qui, au tournant du modernisme, ont réussi à faire vivre la peinture, la sculpture, l'architecture alors même que tout allait dans le sens de l'industrie, de la massification, ce que Marc Fumaroli (historien, essayiste) appelle l'image éphémère.

Ma démarche est plutôt une invitation à une meilleure compréhension des outils mis en place en Occident, il y a plusieurs siècles et qui continuent de jouir aujourd'hui encore d'une grande respectabilité. Le Platonisme a imprimé dès l'origine à la tradition européenne, dans le domaine de l'histoire et de la théorie de l'art, une double orientation, qu'on pourrait même dire ambiguë. En effet la référence à Platon pouvait aussi bien conférer à la fréquentation du beau la plus haute dignité que jeter sur elle le discrédit moral.

Actualités Artistiques et Littéraires

Les répétitions vont bon train et la représentation annuelle de Kriye Bòde cette année est prévue pour le mois de Mai. Le chorégraphe Péniel Guerrier qui a l'initiative de cet événement, fait des sélections de danseurs et danseuses pour monter une équipe en vue de la représentation de danse en cet été. Chaque saison, de nouvelles figures arrivent pour renforcer l'équipe qui travaille depuis plusieurs années. Cette une initiative louable, dans le sens qu 'elle permet à la danse folklorique haïtienne de gagner du terrain en terre étrangère.



Péniel Guerrier, répétition de Kriye Bòde

On ne peut imaginer à quel point l'influence de Michael Jackson est grandissante sur le milieu de la danse dans les grandes villes du monde et particulièrement sur les danseurs et danseuses hip-hop, Modern, Pop, et leurs extensions. Un peu partout à travers New York par exemple, on retrouve des sosies du roi de la pop music, qui a imprimé son empreinte sur les moindres figures de cette forme chorégraphique.



Une sosie de Michael Jackson

Le rôle des médias d'Etat dans la reconstruction
La TNH et la RNH ; un tandem efficace

Par Prince Guetjens

Depuis plusieurs siècles, « il s'est élevé dans le monde un tribunal indépendant de toutes les puissances et que toutes les puissances respectent, qui apprécie tous les talents, qui se prononce sur tous les gens de mérite» (Malesherbes). Et au 21ème siècle, un siècle éclairé où chaque citoyen peut parler à la nation par la voie de l'internet, la radio et la télévision, ceux qui ont la tache d'instruire les hommes et les femmes et le don de les émouvoir, les gens de savoirs en un mot, sont au milieu du public dispersé ce qu'étaient les orateurs de Rome et d'Athènes au milieu du public assemblé. Cette comparaison vaut pour dire que l'opinion publique est trop importante pour en laisser la gestion au premier venu.

À l'heure où l'on parle incessamment de la reconstruction d'Haïti, de la refondation de la nation haïtienne, le rôle du tandem Télé et Radio nationales d'Haïti doit être d'une importance capitale. Compte tenu du fait que la refondation - reconstruction doit d'abord être conçue et discutée à travers tout le pays, pour que dans un assez large consensus, les haïtiens parviennent à s'entendre sur les priorités, en tenant compte, bien sûr, du rapport géopolitique existant, la capacité des médias d'Etat à servir la nation devraient être mise à caution.

Depuis sa fondation au début de la décennie'80, à côté d'autres institutions culturelles telles : Les Archives nationales, Les Presses Nationales, L'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National, Le Théâtre National, L'École Nationale des Arts, La Bibliothèque Nationale, pour ne citer que celles-là, par un régime alors en chute libre, les médias d'Etat ont toujours été au service du pouvoir en place. Et, même au cours de ces cinq dernières années, la donne n'a pas changé. Pire, contrairement aux années précédentes où les médias d'Etat étaient au service du gouvernement et en particulier à la disposition du ministre de la culture et de la communication sous la tutelle duquel elles évoluent, cette fois ils passent au service exclusif du seul président de la république. Il suffisait à un haut dignitaire de l'Etat d'être mal vu un instant par René Préval, pour qu'au même moment, il soit dénigré par la TNH. Les cadres et autres employés qui refusaient de se prêter à ce jeu avilissant étaient persécutés ou remerciés. Et, dans cette pratique, les victimes sont plutôt légion. On pourrait citer, l'ex-premier ministre Michèle Pierre-Louis, le ministre de l'Education nationale Gabriel Bien-aimé, le ministre de la culture Eddy Lubin, le ministre de la culture Olsen Jean Julien, pour ne citer que ceux-là. Mais à côté de cet aspect, vu comme une tare qui relève uniquement de l'orientation imprimée par la direction générale à un moment de l'histoire de l'institution, la Télévision et la Radio disposent d'un personnel technique hautement qualifié, capable de permettre à ces deux médias d'être efficaces dans n'importe quelle campagne de communication à l'échelle du pays.



Le local de la Télévision nationale d'Haïti

Dans la conjoncture actuelle où le choléra déchire la plupart des provinces du pays, ces médias devraient être les fers de lance de toute une campagne d'éradication. Peut-être même qu'il n'y aurait pas de choléra à l'heure actuelle, si la télévision et la radio nationales d'Haïti avaient maintenu comme autrefois leurs émissions de santé communautaire.

Comme l'écrit Thomas Crow, c'est le pouvoir des mots qui « fait qu'un ensemble de spectateurs (an audience) soit transformé en un public (a public), c'est-à-dire en une communauté qui tient un rôle légitime dans la justification de la pratique culturelle et dans l'évaluation des productions de cette pratique ». Parce que même si les spectateurs sont la manifestation concrète du public, ils ne lui sont pas identiques. Un public apparaît avec un contour et une volonté, via les différentes prétentions à le représenter ; et quand un nombre suffisant de spectateurs en viennent à croire en l'une ou l'autre de ces représentations, le public peut devenir un acteur historique important dans le champ politique. C'est exactement ce qui a failli se passer en Haïti au lendemain de la catastrophe, quand un canal de télévision privé prêtait ses antennes à un exercice d'infamie, pareil à celui de la campagne anti-superstitieuse (Rejete) de 1942. Le rôle des médias d'Etat, à ce moment-là, auraient du être la mise en place d'un rempart intellectuel contre cette poussée d'intolérance, vis-à-vis de ce qui constitue l'essence même de la culture haïtienne, je veux parler du Vodou. Pourtant rien n'a été fait faute de volonté.

La TNH et la RNH peuvent être un tandem vraiment efficace dans la vaste campagne de civisme qui doit précéder la reconstruction ou la refondation du pays. En ce sens, elles ont besoin d'être dépoussiérées, parce que si les ressources techniques (production et autres) sont disponibles, sur le plan intellectuel elles affichent une pauvreté militante. Pour des raisons extraprofessionnelles, en dehors de la législation en vigueur dans la fonction publique, la plupart des cadres intellectuellement préparés ont été mis à l'écart, tenus à distance ou dénigrés. On pourrait citer entre autres, Voltaire Jean, Gary Augustin, Bonel Auguste, Patrice Dumont, et récemment, Gary Rédacteur, pour les remplacer par des individus pas vraiment à la hauteur, mais soumis. Ainsi s'est fait le nivellement vers les bas au cours de ces cinq dernières années à la TNH et à la RNH.

Quelle que soit l'issue du second tour des élections, en nettoyant immédiatement les écuries des médias d'Etat, la nouvelle équipe donnerait le ton pour la mise en place d'une communication efficace, devant accompagner la reconstruction du pays et la refondation tant souhaitée de la nation haïtienne. Tels qu'ils sont actuellement les médias d'Etat ironiquement appelés médias de service public, sont au plus bas dans l'appréciation collective.